**SYSTÈME DES NATIONS UNIES AU BURUNDI**



**PLAN CADRE DES NATIONS UNIES POUR L’AIDE AU DEVELOPPEMENT**

**DU BURUNDI UNDAF 2019-2023**

**Juillet 2018**

Table des matières

[i. ENGAGEMENT DE L’ÉQUIPE PAYS 3](#_Toc515362439)

[ii. RÉSUMÉ EXÉCUTIF 4](#_Toc515362440)

[iii. Sigles et abréviations 6](#_Toc515362441)

[1-Introduction générale 8](#_Toc515362442)

[1. 1. Contexte du Burundi 8](#_Toc515362443)

[1. 1. 1. Contexte politique, économique, social 8](#_Toc515362444)

[1. 1. 2. La contextualisation des ODD et les priorités nationales. 11](#_Toc515362445)

[1. 2. Cadre d’accompagnement du SNU au Burundi 12](#_Toc515362446)

[1.2.1. Les acquis de l’UNDAF 2012-2018 et les leçons apprises 12](#_Toc515362447)

[1.2.2. Les principes directeurs 12](#_Toc515362448)

[1.2.3. Les avantages comparatifs 14](#_Toc515362449)

[1.2.4 Processus d’élaboration 14](#_Toc515362450)

[2. Vision stratégique et théorie de changement de l’UNDAF 2019-2023 16](#_Toc515362451)

[2.1. Vision stratégique de l’ UNDAF 16](#_Toc515362452)

[2.2. Théorie de changement 17](#_Toc515362453)

[2.3. Les résultats stratégiques de l’UNDAF 17](#_Toc515362454)

[3 Cadre Budgétaire Commun, UNDAF 2019-2023 34](#_Toc515362455)

[3.1 Budget estimatif 34](#_Toc515362456)

[4.2. Modalités de suivi budgétaire 35](#_Toc515362457)

[4.3. Stratégie de financement de l’UNDAF 2019-2023 et de mobilisation de ressources 35](#_Toc515362458)

[5. Principes et Cadre de mise en œuvre 2019-2023 36](#_Toc515362459)

[5.1. Principes de mise en œuvre 36](#_Toc515362460)

[5.2. Cadre de coordination de la mise en œuvre 39](#_Toc515362461)

[6. Suivi et Evaluation de l’UNDAF 2019 – 2023 40](#_Toc515362462)

[Annexe 1 : Alignement aux priorités nationales et aux ODD 42](#_Toc515362463)

[Annexe 2- Matrice des résultats de l’UNDAF 2019-2023 44](#_Toc515362464)

## ENGAGEMENT DU GOUVERNEMENT ET DE L’EQUIPE PAYS DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Nous, Représentants du Gouvernement de la République du Burundi et Membres de l’Équipe Pays du Système des Nations Unies au Burundi,

Nous nous engageons à soutenir, de manière coordonnée, nos actions en vue d’atteindre les résultats de l’UNDAF 2019-2023, soutenant ainsi les priorités du Gouvernement de la République du Burundi contenues dans le Plan National de Développement 2018 - 2027, y compris la réalisation des Objectifs de Développement Durable et l’Agenda de développement 2030.

L’UNDAF sera mis en œuvre par les Agences, les Fonds et les Programmes des Nations Unies signataires, résolues à apporter une contribution collective et concertée aux priorités nationales, principalement auprès des populations les plus vulnérables, et à soutenir le processus de renforcement de la cohésion sociale et les approches de résilience en faveur d’un développement inclusif et équitable et d’un appui aux progrès sociaux, culturels et économiques.

Nous nous engageons à mobiliser nos ressources, les partenariats techniques et financiers ainsi que nos capacités et expertises en vue de la réalisation de ces objectifs communs.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Docteur Domitien NDIHOKUBWAYO**  Ministre des Finances, du Budget et de la Coopération au Développement Economique |  | **Docteur Garry CONILLE**  Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Burundi |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **AGENCES RESIDENTES :**  **M. Angue Obama, Isaias**  Représentant de la FAO | **M. Kadari, Ghachem**  Représentant Résident du FIDA | **Mme Jutta HINKANNEN**  Représentante de OCHA |
| **Dr Patrice Vahard**  Représentant de l’OHCHR | **Mme AJ MORGEN**  Chef de Mission de l’OIM | **Dr Walter Kazadi Mulombo**  Représentant OMS |
| **Mme Jennet KEM**  Représentante de l’ONU Femmes | **M. BEN WAHAB, Abdoul Karim**  Représentant ONUSIDA | **Mme Virginia VILLARARRIBAS**  Représentante PAM |
| **M. Alfredo Teixeira**  Directeur Pays PNUD | **M. Michel KAFONDO**  Envoyé Spécial du Secrétaire Général | **M. Souleymane SOW**  Représentant de l’UNCDF |
| **Mme Joséphine NTAHOBARI**  Chargée de Bureau de l’UNESCO | **Dr Richmond TIEMOKO**  Représentant de l’UNFPA | **Mme Gogo Hukportie**  Représentante de l’UNHCR |
| **M. Jeremy HOPKINS**  Représentant de l’UNICEF | **MmeTatiana WAH**  Représentante de l’UNOPS |  |

# RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le Gouvernement du Burundi a élaboré le Plan National de Développement (PND) pour la période 2018-2027, qui vise à engager le pays dans une étape cruciale pour son développement social et économique du pays. Le PND s’appuie sur les progrès atteints dans le domaine des services sociaux de base et entend poursuivre les efforts en matière de développement durable afin, notamment, de réduire les vulnérabilités socioéconomiques, de prévenir et répondre aux catastrophes naturelles, atténuer les effets des changements climatiques, et contribuer ainsi à la cohésion sociale et au développement.

Parmi les défis majeurs à relever à court et moyen terme, le PND a identifié la transformation structurelle de l’économie, le renforcement de la bonne gouvernance et de l’état de droit, les pratiques démocratiques et la redevabilité auprès de la population.

En appui à la réponse à ces défis, et en vue d’adapter le cycle de programmation des Nations Unies, le Gouvernement et le Système des Nations Unies (SNU) au Burundi ont conjointement convenu des priorités de l’UNDAF 2019-2023 prenant en compte ses avantages comparatifs et l’Agenda de développement 2030.

L’UNDAF traduit un profond souci d’inclusion - « ne laisser personne de côté », vise à éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et à réduire les inégalités et vulnérabilités au Burundi à travers une approche soutenue de résilience. Il aspire à garantir la prospérité et le bien-être des femmes et des hommes, tout en protégeant la planète et en consolidant les fondements de la paix.

L’UNDAF apporte ainsi son appui dans plusieurs domaines qui constituent le socle du développement social, culturel et économique, à savoir, a) la mise en place d’une gouvernance inclusive et équitable, b) l’amélioration des déterminants de santé, c) l’amélioration de l’accès, de la rétention et de la qualité de l’éducation, d) l’autonomisation des femmes, la prévention et la résilience aux chocs anthropiques et aux catastrophes naturelles, et e) le renforcement des capacités de gestion stratégique et opérationnelle du secteur de l’environnement. Les solutions durables pour les personnes déplacées internes (PDI) et l’assistance aux réfugiés et rapatriés seront également pris en compte.

L’UNDAF intègre aussi dans ses priorités les dimensions transversales du développement telles que le genre, les droits de l’Homme, la résilience, la croissance démographique et le VIH. Les solutions durables pour les personnes déplacées internes (PDI) et l’assistance aux réfugiés, apatrides et rapatriés sont également pris en compte. Il prévoit un soutien aux systèmes statistiques sectoriels et nationaux pour le suivi et évaluation, et une contribution à la mobilisation des ressources et au développement de partenariats internationaux, régionaux et sectoriels. Afin de renforcer la résilience de la population, l’UNDAF envisage l’adoption d’une stratégie conjointe d’accélération ciblée sur certaines actions porteuses d’effets de changement rapide.

Le processus de formulation de l’UNDAF 2019-2023 a permis de dégager les résultats stratégiques suivants :

**Effet 1 :** *D’ici 2023, les filles et garçons accèdent équitablement à une éducation de qualité, avec un accent particulier sur le cycle fondamental et les possibilités d’apprentissage toute au long de la vie ;*

**Effet 2 :** *D’ici 2023, les hommes, les femmes, les filles et garçons, en particulier les plus vulnérables, accèdent de manière équitable aux services de qualité de santé, de lutte contre le VIH et la malnutrition et accèdent à l’eau, aux services d’hygiène et d’assainissement de qualité contribuant à la couverture sanitaire universelle ;*

Effet 3 : *Les femmes et les jeunes, particulièrement les plus vulnérables sont autonomisées à travers une intégration socioéconomique et politique accrue et une protection sociale ;*

**Effet 4 :** *D’ici 2023, les autorités nationales et décentralisées adoptent et appliquent des mécanismes de gestion et prévention des risques de catastrophes, de gestion durable des Ressources Naturelles (eau, terre, forêt) de mitigation et d’adaptation aux changements climatiques et de protection des écosystèmes pour assurer une meilleure résilience des communautés ;*

**Effet 5***: D’ici 2023, les hommes et les femmes en particulier les plus vulnérables accèdent équitablement aux moyens de production pour accroitre les rendements et les revenus générés par une production agro-sylvo-zootechnique innovante et respectueuse de l’environnement contribuant à leur sécurité alimentaire et nutritionnelle ;*

**Effet 6 :** *D’ici 2023, les femmes et les hommes, de tout âge et particulièrement les groupes vulnérables accèdent équitablement aux services d’institutions et aux mécanismes communautaires qui garantissent la redevabilité, la paix, l’égalité du genre, la justice, et le respect des Droits de l’Homme de manière efficace, indépendante et transparente.*

Le SNU et les autorités nationales atteindront ces résultats escomptés sur la base d’un engagement soutenu dans la mise en œuvre et dans le suivi de l’UNDAF.

Tout au long de la mise en œuvre de l’UNDAF, le SNU et le Gouvernement du Burundi s’appuieront sur les orientations issues de l’Assemblée Générale des Nations Unies sur la programmation conjointe unifiée[[1]](#footnote-1) (Nexus développement/humanitaire) selon le « ***New way of working*** »,[[2]](#footnote-2) et le cadre de référence de l’UNEG pour la conduite des évaluations et les principes de transparence, de redevabilité et de cohérence dans la mise en œuvre de l’UNDAF 2019-2023[[3]](#footnote-3).Ils s’assureront notamment de la flexibilité dans la planification et veilleront à ce que les appuis prévus pour le développement s’ajustent rapidement en fonction des situations (ou des besoins). La bonne coordination de l’ensemble des parties prenantes constitue un élément fondamental pour que l’UNDAF 2019-2023 puisse être mis en œuvre avec succès, au bénéfice de la population burundaise.

Les ressources financières nécessaires pour réaliser l’UNDAF 2019-2023 sont estimées à 629,28 millions de dollars américains alors que le montant des ressources disponibles est actuellement de 263,34 millions de dollars, soit 42% du total.

Le SNU et le Gouvernement du Burundi s’appuieront sur les orientations issues de l’Assemblée Générale des Nations Unies sur la programmation conjointe unifiée (développement/humanitaire) selon le « New way of working », le cadre de référence de l’UNEG pour la conduite des évaluations et les principes de transparence, redevabilité et cohérence dans la mise en œuvre de l’UNDAF 2019-2023.

# SIGLES ET ABREVIATIONS

AGR: Activités Génératrices de Revenu

BAD: Banque Africaine de Développement

BNUB: Bureau des Nations Unies au Burundi

BOS: Business Operating System

CDS: Centre de Santé

CNIDH: Commission Nationale Indépendante des Droits de l’Homme

CNLS: Conseil National de Lutte contre le SIDA

CSLP II: Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté deuxième génération

EDSB: Enquête Démographique et de Santé

GISE: Groupe Intégré Suivi-Evaluation

HACT: Approche Harmonisée pour le Transfert d’Espèces

HIMO : Haute Intensité de Main d’œuvre

IMIS: Système intégré de gestion de l'information

ISTEEBU: Institut de Statistiques et d’Etudes Economiques du Burundi

MDNAC: Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants

MEM: Ministère de l’Hydraulique, Energie et des Mines

MinEduc : Ministère de l’Education, de la Formation Technique et Professionnelle

MESRS : Ministère de l’Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

MINAGRIE: Ministère de l’Environnement, de l’Agriculture et de l’Elevage

MSPLS: Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA

MDPHASG: Ministère des droits de la Personne Humaine, des Affaires Sociales et du Genre

MSP: Ministère de la Sécurité Publique et de la Gestion des Catastrophes

N-U: Nations Unies

OMT: Equipe de Gestion des Opérations

ONG: Organisation Non Gouvernementale

OSC: Organisation de la Société Civile

PaD : Partenaires au Développement

PCIME: Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfance

PEV: Programme Elargi de Vaccination

PF: Planification Familiale

PIB: Produit Intérieur Brut

PME: Petites et Moyennes Entreprises

PMT : Program Management Team / Unité de Gestion des Programmes

PNDS II: Programme National de Développement de la Santé, Deuxième Génération

PNRA: Programme National de Réforme Administrative

PNSR: Programme National de Santé de la Reproduction

PTME: Prévention de la Transmission du VIH/SIDA de la Mère à l’Enfant

SIDA: Syndrome de l'Immunodéficience Acquise

SIG : Système d’Information Géographique

SMI : Service de Santé Maternelle et Infantile

SNIS: Système National d'Information Sanitaire

SNU: Système des Nations Unies

SONU: Soins Obstétricaux et Néonatals d'Urgence

SONUB: Soins Obstétricaux et Néonatals d'Urgence de Base

SONUC: Soins Obstétricaux et Néonatals d'Urgence Complets

SR: Santé de la Reproduction

TICs: Technologies de l'Information et de la Communication

UNDAF: Plan Cadre des Nations Unies pour l’Aide au Développement

UNDG: Groupe des Nations Unies pour le Développement

UNEG : Groupe des Nations Unies pour l'Evaluation

VSBG: Violences Sexuelles et Basées sur le Genre

VIH: Virus de l'Immunodéficience Humaine

WASH/EHA: Water, Sanitation and Hygiene/ Eau, Hygiène, Assainissement

1. **AGENCES DES NATIONS UNIES**

BIT: Bureau International du Travail

FAO: Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (ONUAA)

FIDA: Fonds International de Développement Agricole

OHCDH: Office du Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l’Homme

OIM : Organisation Internationale pour les Migrations

OMS: Organisation Mondiale de la Santé

ONU Femmes: Entité des Nations Unies pour l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes

ONUSIDA: Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida

PAM: Programme Alimentaire Mondial

PNUD: Programme des Nations Unies pour le développement

UNESCO: Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

UNFPA: Fonds des Nations Unies pour la Population

UNGASS: Session extraordinaire de l’Assemblée Générale des Nations Unies

UN HABITAT: Programme des Nations Unies pour l'Habitat

UNHCR: Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

UNICEF: Organisation des Nations Unies pour l’Enfance

UNOPS : Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets

# 1-INTRODUCTION GENERALE

## 1. 1. Contexte du Burundi

## 1. 1. 1. Contexte politique, économique, social

Au cours des décennies qui ont suivi son accession à l’indépendance en 1962, le Burundi a connu des conflits récurrents qui ont particulièrement affecté sa stabilité politique et économique, et causé les multiples déplacements de la population tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Burundi. La signature des accords d’Arusha, en 2000, a permis d’engager un processus de paix et d’initier des réformes politiques majeures, notamment la mise en place d’un système politique multipartite et d’un régime présidentiel. Afin de prévenir de nouvelles vagues de violences, la Constitution de 2005 issue des accords d’Arusha a introduit des quotas afin d’assurer la représentation de l’ensemble des différentes catégories et couches sociales du Burundi dans les institutions. Elle a également prévu la mise en place des mécanismes de justice transitionnelle afin d’établir la vérité sur les violences passées et de lutter contre l’impunité.

En 2015, le pays a connu des événements socio-politiques suivis de violences. Ces derniers ont freiné la dynamique de relance économique d’avant et continuent de poser au pays des défis multiforme de développement et humanitaires. Le dialogue inter-burundais soutenu par la communauté internationale y compris les Nations Unies a été préconisé comme voie de réconciliation nationale et d’un retour à la sécurité et à une paix durable. Ces efforts se poursuivent dans un nouveau contexte politique dominé par l’organisation et la tenue du référendum constitutionnel[[4]](#footnote-4) et des élections générales[[5]](#footnote-5).

Sous les effets combinés de ce contexte socio-politique, de la réorientation des financements des partenaires au développement qui représentait 50% du budget national jusqu’en 2014, et des aléas naturels, l’économie du Burundi a été négativement impactée.

Le Burundi fait partie des pays pauvres avec un PIB de 286 dollars par habitant selon la Banque Mondiale et un taux de croissance de 1,7% en 2016. Il occupe le 184e rang sur 188 pays-selon l’Indice de Développement Humain du PNUD, édition 2016[[6]](#footnote-6). L’enquête sur les conditions de vie des ménages au Burundi (ECVMB) révèle qu’entre 2013-2014, 64,6% de la population vit en dessous du seuil national de pauvreté de 1744 Fbu par jour, soit 1,27 US$ ; tandis que 80,2% vit avec moins de 1,90 US$ par jour.

La sécurité alimentaire constitue e un défi majeur : en 2016, avec près d’un ménage sur deux, soit environ 4,6 millions des personnes, souffrant d’insécurité alimentaire, le Burundi occupait la dernière place du classement de Global Food Security Index[[7]](#footnote-7). Le niveau d’inégalité est relativement important selon l’indice de Gini qui s’élève à 0,388 pour l’ensemble du pays (0,409 en milieu urbain et 0,351 en milieu rural).

En matière de gouvernance globale, la situation reste préoccupante : le rapport 2017 de la Fondation Mo Ibrahim indique que le Burundi, avec un score de 39,9, se situe au 44ème rang des 54 pays africains et figure parmi les 12 pays africains où la situation s’est dégradée entre 2007 et 2016 (-6,5 points)[[8]](#footnote-8). En ce qui concerne l’environnement des affaires, le classement Doing Business révèle que le Burundi a perdu 12 places entre 2015 et 2018 et se situe, désormais, au 164ème rang mondial[[9]](#footnote-9). Cette faible performance s’explique en partie par un déficit des capacités techniques et humaines dans le fonctionnement des Institutions devant assurer les services aux citoyens et dans la redevabilité et la transparence. Selon l’Indice de perception de la corruption 2017[[10]](#footnote-10), le Burundi occupe le 157ème rang sur 180 au classement des pays les moins corrompus du monde.

Sur le plan social, la situation du pays est caractérisée par une forte pression démographique et une augmentation constante des besoins sociaux alors même que le niveau des ressources disponibles pour y répondre reste limité. Avec environ 11,7 millions d’habitants[[11]](#footnote-11), une croissance démographique de 3,1 % par an[[12]](#footnote-12) et 63% des Burundais âgés de moins de 25 ans[[13]](#footnote-13), la population du Burundi est l’une des plus jeunes du monde. Dans le souci de compenser une production agricole déficitaire, avec ses faibles rendements, incapable de couvrir tous les besoins alimentaires de la population, la forte pression démographique pèse sur les ressources naturelles (eau, terre, forêt), la sécurité alimentaire, et les services sociaux de base spécialement l’éducation, la santé et la nutrition.

Malgré les progrès observés en matière de participation des femmes à la vie politique (elles détiennent 32% des sièges à l’Assemblée nationale et 42% au Sénat et occupent 33.6% des postes au niveau provincial et 16% au niveau communal) ainsi que sur le plan normatif, les inégalités de genre au Burundi demeurent importantes, le pays figurant à la 108ème place de l’indice de l’inégalité de genre (IIG)[[14]](#footnote-14). Les femmes subissent, en effet, de formes multiples et croisées de discriminations en tant que filles, jeunes femmes, femmes âgées, cheffes de ménage, femmes autochtones Batwa, femmes vivant avec le VIH/sida, handicapées, migrantes, réfugiées, rapatriées, déplacées internes et à risque d’apatridie. Elles sont touchées, de façon disproportionnée, par la pauvreté et font face à de nombreux obstacles pour accéder aux terres (seules 17,7% des femmes disposent d’un titre de propriété foncière)[[15]](#footnote-15), aux ressources naturelles, aux infrastructures et services[[16]](#footnote-16), à l’information, aux nouvelles technologies, à la formation professionnelle, à un travail décent et à une protection sociale[[17]](#footnote-17). Enfin, les violences basées sur le genre demeurent, une préoccupation majeure : en 2016, 36% des femmes en âge de procréer ont été victimes de violences physiques, parmi lesquelles 10% pendant leur grossesse ; 23% des femmes en âge de procréer ont également été victimes d'abus sexuels[[18]](#footnote-18).

Sur le plan environnemental, le programme gouvernemental de reboisement a permis d’augmenter le taux de couverture forestière de 6,7% 2010 à 12% en 2015. Toutefois l’utilisation intensive du bois de chauffe comme principale source d’énergie reste une préoccupation majeure. En effet, le taux d’électrification des ménages ne dépassant pas 5%, contre, en moyenne, 16% en Afrique sub-saharienne et 41% dans les pays en développement à faible revenus[[19]](#footnote-19) Or l’électrification des ménages ne progresse que très lentement, en particulier en zones rurales, ce qui limite les capacités de diversification des économies locales et renforce les inégalités, y compris les inégalités de genre. En effet, ce sont les femmes et les filles qui sont principalement chargées de la collecte du bois destiné à la fabrication de charbon, ce qui les oblige à parcourir de longues distances, avec des risques d’agression important au cours de leurs déplacements ainsi qu’une de bois en termes de distances parcourues, de temps de travail et de risques liées aux agressions.[[20]](#footnote-20)

Les phénomènes climatiques comme El Niño et La Nina continuent d’avoir un impact négatif sur la production agricole et la sécurité alimentaire. La pression démographique, couplée avec des problèmes fonciers, accroit la dégradation de l’environnement. La densité moyenne de la population du Burundi est de 320 habitants au km2.

Les risques de catastrophe et les crises politico-sécuritaires qu’a connues le Burundi constituent les bases de déplacement d’une partie de la population burundaise. Le Burundi compte actuellement plus de 400.000 réfugiés dans les pays limitrophes et 175 936 Personnes Déplacées dont 54% sont hébergées par des familles d'accueil, 24% vivent dans des maisons louées et 4% dans des sites de déplacement. Il sied de noter que 70% des déplacements internes sont dû à des désastres naturels[[21]](#footnote-21).

Pays enclavé au relief accidenté, le Burundi présente aussi une situation géographique qui l’expose aux catastrophes naturelles avec un impact négatif sur la sécurité alimentaire et sur une économie déjà fragile.

En dépit de son potentiel en ressources humaines et naturelles, le Burundi fait ainsi face à des contraintes structurelles et conjoncturelles majeures qui entravent son développement et plonge de manière récurrente le pays et sa population dans des situations de grande vulnérabilité. Pour s’adapter à la situation et faire face aux défis du développement, les autorités burundaises avec leurs partenaires internationaux y compris le Système des Nations Unies (SNU) doivent conjuguer leurs efforts pour relever les défis majeurs.

Quelques défis comme la consolidation de la paix, la sécurité, la lutte contre l’impunité, la justice, la protection des droits de l’homme sont nécessaires à relever pour étouffer dans l’œuf les velléités de retour à la violence. Il est également nécessaire de réduire les vulnérabilités de la population.

La protection de l’environnement, l’accès à l’énergie renouvelable, à l’emploi décent et la résilience face aux changements climatiques, la gestion des catastrophes naturelles, la persistance des inégalités sociales et des vulnérabilités, la fragilité des systèmes de gouvernance politique, économique y compris la lutte contre la corruption, et administrative requièrent aussi une attention particulière pour la relance économique et la réduction de la pauvreté.

L’élaboration du Plan Cadre des Nations Unies pour l’Assistance au Développement (UNDAF), communément appelé UNDAF vient comme l’articulation de l’ensemble des engagements des Nations Unies pour accompagner le Gouvernement et le peuple burundais, durant les cinq prochaines années, dans leurs priorités de développement et de réponse aux situations d’urgences et de résilience.

La mise en œuvre de l’UNDAF 2019-2023 s’inscrit dans un contexte de réforme constitutionnelle et des élections générales à venir avec toutes les implications y relatives.

## 1. 1. 2. La contextualisation des ODD et les priorités nationales.

Les 17 ODD regroupent 169 cibles réparties en cinq piliers clés qui sont les **Personnes** englobant les ODD 1,2, 3, 4, 5, 6 et 10, la **Prospérité** avec les ODD 1, 8, 9, et 11, la **Paix et la Résilience** représenté par l’ODD 16**,**  la **Planète** comprenant les ODD 6,7,11,13, 14 et 15 et enfin le **Partenariat** correspondant à l’ODD 17.

Le Burundi s’inscrit dans cette dynamique mondiale des ODD. Il figure parmi les premiers pays au monde à avoir adopté un Rapport Nationaldecontextualisationdesobjectifsdedéveloppement durable(ODD)[[22]](#footnote-22). Ce rapport s’appuie sur le bilan de la mise en œuvre des OMD, qui a montré que le Burundi avait, en 2015, atteint totalement ou partiellement plusieurs objectifs : les trois indicateurs de la cible 1 de l’OMD 2 ont été atteints ou quasi atteints[[23]](#footnote-23) ; quatre des six indicateurs de l’OMD 3 ont été atteints ou moyennement atteints mais deux n’ont été que faiblement atteints; en revanche seul un indicateur sur trois de l’OMD 4 a été atteint, les 2 autres n’étant que faiblement atteints, les progrès moyens de l’OMD 5 et des progrès faibles des OMD 1, 2, 7 et 8. [[24]](#footnote-24)

A l’issu de ce processus de contextualisation, le Burundi a retenu 46 cibles en suivant la Méthode Rapide d’Evaluation Intégrée (*Rapid Integrated Assessment*) qui permet de reprendre, dans un premier temps, les domaines prioritaires contenus dans les documents de planification nationale et de faire correspondre les cibles ODD. Celles-ci ont alors été priorisées selon trois critères : (1) l’importance des cibles dans le développement durable du pays, (2) leur contribution multidimensionnelle dans les priorités nationales et enfin (3) l’existence d’un indicateur de mesure. Le Burundi a ainsi priorisé 16 Objectifs, 49 cibles et 101 indicateurs. A ces objectifs, cibles et indicateurs priorisés, le pays a ajouté l’objectif de partenariat (Objectif 17) et ses cibles (au nombre de 19) et indicateurs (au nombre de 25) ainsi que les cibles de mise en œuvre des 16 objectifs priorisés (au nombre de 43) et leurs indicateurs (au nombre de 50), pour se doter d’un package national des ODD comprenant au total 17 Objectifs (en respect du caractère de package unique des ODD), 111 cibles (priorisés + mise en œuvre + partenariat) et 176 indicateurs.

Par la suite, dans un contexte de fin du Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté de deuxième génération (CSLP II, 2012-2015), le Gouvernement du Burundi a élaboré un Plan National de Développement(PND), cadre d’orientation pour l’élaboration des stratégies et politiques sectorielles de développement. L’intégration harmonieuse des ODD dans les plans stratégiques sectoriels et leur mise en cohérence avec les priorités nationales constituent ainsi la clé du processus national d’appropriation des ODD.

Couvrant la période 2018-2027, le PND se fixe trois priorités majeures : (i) une croissance soutenue et inclusive pour une résilience économique et un développement durable, (ii) une gouvernance axée sur les principes démocratiques et la sauvegarde de la souveraineté nationale et (iii)  l’efficacité des mécanismes de mobilisation des ressources et capitalisation de la coopération. Le PND définit également les axes d’intervention et les orientations stratégiques à privilégier afin de relever les défis persistants.

## 1. 2. Le Cadre d’accompagnement du SNU au Burundi

## 1.2.1. Les acquis de l’UNDAF 2012-2018 et les leçons apprises

L’UNDAF 2012-2016, aligné au CSLP II (2012-2015), étendu jusqu’en 2018 a été mis en œuvre dans un contexte marqué, initialement par une croissance économique relativement soutenue, ce qui a permis au Burundi de réaliser plusieurs avancées importantes, notamment sur le plan social. Cependant, la crise politique et économique de 2015 a freiné cette dynamique et remis partiellement en cause certains progrès réalisés. Les bonnes pratiques et les principales leçons apprises dans la mise en œuvre de l’UNDAF sont de plusieurs ordres.

La qualité de l’appui technique a contribué à réaliser des avancées programmatiques, notamment en faveur de la consolidation de la paix au niveau communautaire, du renforcement des services de santé, de l’éducation et de la formation mais aussi de l’appui aux situations d’urgence. Le SNU a accompagné le renforcement des capacités institutionnelles notamment en matière de planification, d’élaboration de stratégies et de document de politique, ainsi que de production des données statistiques de qualité. Par la mobilisation des acteurs locaux, le SNU a également contribué au renforcement des capacités des détenteurs de droits en matière d’information, d’organisation et de mobilisation, de représentation et de plaidoyer. Le SNU a aussi joué un rôle important dans la lutte contre les discriminations et les inégalités de genre. Enfin, le renforcement de la programmation conjointe entre ses agences a été un point fort de l’intervention du SNU.

## 1.2.2. Les principes directeurs

## 

***Ne laisser personne de côté***

A travers l’UNDAF 2019-2023, le SNU et le Gouvernement réaffirment leur engagement auprès des groupes qui sont ou risquent d’être laissés de côté dans le processus de développement : les Groupes Effets s’assurent d’identifier les facteurs de la marginalisation ou du processus d’exclusion vécue par des groupes vulnérables en particulier les Batwas, les Albinos, les personnes vivant avec le VIH, les personnes vivant avec un handicap, les personnes réfugiées, rapatriées et déplacées internes, les personnes à risque d’apatridie et autres migrants vulnérables, ainsi que les personnes âgées. Dans le cadre de leur programmation, les agences du SNU veilleront à ce que personne « ne soit laissée de côté », en développant et en renforçant notamment des actions concertées et coordonnées visant l’inclusion sociale, économique et communautaire en vue de soutenir le plein exercice des droits de chaque individu par les institutions nationales à tous les niveaux et par les organisations de la société civile et du secteur privé. Le SNU Burundi, en collaboration avec les autorités nationales, mettra en place des stratégies de plaidoyer auprès des différents Partenaires au Développement, traditionnels et non traditionnels, afin d’élargir les plateformes de travail vers les personnes et les groupes les plus vulnérables dans des zones ciblées.

***Droits de l’Homme, égalité des sexes et autonomisation des femmes***

L’UNDAF est le cadre du SNU contribuant à « réaliser les droits de l'Homme pour tous, l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles » conformément à l’Agenda de Développement 2030. L’UNDAF intègre les Droits de l’Homme et le Genre à la fois dans les résultats et pour assurer le suivi de la mise en œuvre des conventions internationales et régionales ratifiées par le Gouvernement du Burundi. Il précise les responsabilités des différents partenaires nationaux et des agences pour le suivi des conventions par les Groupes Effets. Le suivi des engagements inscrits dans l’UNDAF repose sur les cinq domaines clés tels que soulignés par UNDG[[25]](#footnote-25) : l'alignement aux normes, la lutte contre les inégalités et la discrimination, la participation significative et effective de toutes les parties prenantes, les vérifications nécessaires à la mise en œuvre, et la réduction des inégalités entre les sexes en autonomisant toutes les femmes et les filles.

***Durabilité et Résilience***

Le Burundi fait régulièrement face à des catastrophes naturelles et à des chocs anthropiques qui sont repris dans plusieurs axes stratégiques du PND 2018-2027 et dans chaque Effet de l’UNDAF. Capitalisant sur la continuité d’actions entreprises au cours des dernières années, conscients de la nécessité de mettre en avant des approches visant la durabilité / pérennisation et la résilience au niveau institutionnel, communautaire et individuel, les Groupes Effets seront un point d’ancrage pour soutenir les actions contribuant à la consolidation de la paix, à la protection et à la cohésion sociale au sein de la population. La nécessité de relever, simultanément, des défis humanitaires et de développement constitue pour le Burundi un impératif pour lequel les agences ont convenu de coordonner leurs efforts en renforçant l’appui auprès des autorités nationales, décentralisées et locales.

La programmation de l’UNDAF et les plans annuels/biannuels prendront en compte les six éléments de la durabilité-pérennisation, décrits dans le Guide « Principes de programmation de l'UNDAF (UNDG, 2017). Les Groupes Effets de l’UNDAF mettront en place des outils pour mesurer les progrès réalisés au niveau communautaire en matière de capacités de résilience, d’anticipation, et d’adaptabilité face aux chocs et catastrophes. De plus, un accompagnement institutionnel sera assuré afin d’intégrer, dans les plans sectoriels et communaux le nexus développement et humanitaire, pour faire face à la récurrence des catastrophes naturelles et les mesures de protection sociale et économique favorisant la reprise des activités génératrices de revenus dans les communes. Par ailleurs, les engagements ratifiés dans ce domaine par le Gouvernement Burundais seront pris en compte, notamment les conventions internationales et les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies.

***Responsabilité et Redevabilité***

Les principes de responsabilité et de redevabilité seront à respecter simultanément par toutes les parties prenantes à chaque étape de la planification, de la mise en œuvre et du suivi-évaluation de l’UNDAF. La responsabilité collective renforcera chaque maillon de la chaîne d’actions mettant en complémentarité les expertises et renforçant ainsi la redevabilité. En soutenant une participation inclusive, la mise en œuvre de l’UNDAF offrira, à tous les niveaux, un espace de dialogue ouvert et inclusif. Les échanges permettront de partager des informations, d’orienter les actions et d’établir les rôles et responsabilités pour atteindre les résultats souhaités. A cet effet, l’UNDAF servira de levier important pour soutenir la gouvernance, la transparence, la redevabilité réciproque, la participation et la rétroaction tout au cours de la mise en œuvre en veillant à ce que les détenteurs de droits et les débiteurs d’obligations soient pleinement impliqués à toutes les étapes du processus de programmation et de mise en œuvre.

## 1.2.3. Les avantages comparatifs

Une analyse des avantages comparatifs du SNU a été conduite selon la méthodologie SWOT en préalable à l’élaboration de l’UNDAF 2019-2023. Elle a permis d’identifier les forces et les faiblesses du SNU ainsi que les opportunités et les contraintes susceptibles d’entraver la réalisation des résultats du présent Plan-cadre. Les résultats de l’analyse ont été croisés avec ceux de l’évaluation à mi-parcours de l’UNDAF 2012-2016, étendu à 2018. Il apparaît ainsi que les principaux points forts du SNU pouvant faciliter la mise en œuvre des politiques publiques engagées au Burundi sont sa neutralité, son impartialité et la qualité de ses ressources humaines et de son appui technique. Ses autres points forts sont sa capacité à mobiliser les partenaires, à favoriser le réseautage et la coordination, à promouvoir la coopération Sud-Sud et à jouer un rôle de fédérateur et de catalyseur.

Le SNU dispose, en outre, d’une expérience avérée en matière de planification et de programmation basées sur les Droits de l’Homme qui lui permet de faciliter l’intégration des normes et standards universels dans les politiques et stratégies nationales. Sa maîtrise des techniques de planification, de gestion et de suivi & évaluation des politiques et des programmes, ainsi que son expertise cumulée en matière de production et de gestion des connaissances, devraient, également, lui permettre de jouer le rôle de centre de référence en matière de partage du savoir et des connaissances. Enfin, l’analyse des avantages comparatifs a montré que le SNU a la capacité de contribuer à des avancées dans les domaines socio-économiques et environnementaux. Il dispose également de capacités internes pour développer son action selon une approche multidimensionnelle concertée et intégrée, avec une économie des efforts et des moyens techniques et financiers.

Les initiatives engagées au niveau international en matière de développement durable, d’environnement et de réduction des effets du changement climatique, ainsi que l’émergence de nouvelles possibilités de coopération bilatérale et régionale (Sud-Sud) constituent un cadre favorable pour l’appui aux réformes structurelles menées par le Gouvernement du Burundi et la réalisation des objectifs du présent Plan cadre. Toutefois, plusieurs risques existent, notamment en matière de sécurité et de déplacements importants de populations, voire de crises humanitaires, qui sont susceptibles d’entraver l’atteinte des résultats attendus de l’UNDAF.

## 1.2.4 Processus d’élaboration

L’UNDAF 2019-2023 a été élaboré, selon un mode participatif, au terme d’un processus de consultation de nombreux groupes vulnérables (des femmes, des jeunes, des Batwa, des personnes handicapées, des albinos, etc.), des représentants de l’administration publique, du secteur privé et des organisations de la société civile et des agences du SNU.

L’exercice s’est déroulé en quatre étapes principales :

* **Adoption d’une feuille de route**

En consultation avec toutes les parties prenantes, le Comité́ de Pilotage de l’UNDAF, co-présidé́ par le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et le Ministre en charge de la Coopération, a arrêté en janvier 2018, une feuille de route, précisant l’approche retenue et le calendrier à suivre.

* **Formation sur les principes de programmation**

Les membres de l’Equipe de Gestion de Programme(PMT), en charge de conduire le processus, ont bénéficié d’une présentation sur le nouveau Guide d’Elaboration de l’UNDAF et d’un partage d’expériences sur la préparation de la part d’autres pays de la sous-région. Ils ont aussi suivi plusieurs formations, notamment sur la Programmation Basée sur les Droits de l’Homme (HRBA), la Gestion Axée sur les Résultats (GAR)/RBM, et la Planification sensible au Genre.

* **Elaboration du Bilan Commun du Pays (CCA)**

Afin de déterminer les enjeux prioritaires en matière de développement, d’identifier les blocages et de proposer des pistes d’actions possibles, le PMT a conduit des travaux d’analyse sectorielle (secteurs productifs, secteurs sociaux, gouvernance et environnement) et organisé plusieurs focus groupes. Le document du CCA, qui fait la synthèse de ces travaux, a été validé en mars 2018.

* **Processus de planification stratégique de l’UNDAF**

L’Equipe-Pays des Nations Unies a défini une vision commune autour des axes stratégiques et des options programmatiques possibles. Avec le Gouvernement, elle a considéré́ que l’option « UNDAF développé́ au niveau des piliers et des effets » était la mieux adaptée au contexte du Burundi. Cette approche permet, en effet, de préparer des programmes pays et des plans d’actions flexibles, facilement ajustables pour tenir compte des changements éventuels dans les orientations stratégiques. L’Atelier de priorisation Stratégique, facilité par le Comité de Pilotage, qui s’est tenu en fin janvier 2018, a permis d’arrêter les priorités stratégiques et les effets attendus du nouvel UNDAF 2019-2023, sur la base de la vision commune, des avantages comparatifs et des priorités convenues conjointement.

Les groupes effets, avec l’appui technique du GISE et des groupes transversaux Genre, VIH et Droit de l’Homme, et sous le pilotage du PMT et du RCO, ont produit le document UNDAF y compris sa théorie de Changement et sa matrice de résultats.

En fin Juin 2018, la version provisoire de l’UNDAF a été validée par le UNCT, le Bureau Régional de UNDG et le Comité de Pilotage de l’UNDAF, qui se sont accordés également sur la chaîne de résultats et le système de responsabilisation dans la mise en œuvre.

La signature de l’UNDAF 2019-2023 a bouclée le processus de la nouvelle programmation commune.

1. VISION STRATEGIQUE ET THEORIE DE CHANGEMENT DE L’UNDAF 2019-2023

## Vision stratégique de l’UNDAF

Inspiré par l’agenda transformatif du Programme de développement durable 2030 et les Objectifs de Développement Durables, l’UNDAF 2019-2023 traduit un profond souci d’inclusion - « ne laisser personne de côté », vise à éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et à réduire les inégalités et vulnérabilités au Burundi à travers une approche soutenue de résilience. Il aspire à garantir la prospérité et le bien-être des femmes et des hommes, tout en protégeant la planète et en consolidant les fondements de la paix.

L’UNDAF souligne la nécessité qu’il y a à répondre, de manière intégrée et coordonnée, à la fois, aux objectifs humanistes du mandat traditionnel des Nations Unies, à la complexité des défis contemporains et aux besoins fondamentaux de la population burundaise, en matière de droit à la vie, à l'alimentation, à l'éducation, à la santé, à une eau potable, à un emploi décent, à la liberté, à l'égalité, à la non-discrimination, à la sûreté, à la paix, etc... A cet effet, il s’emploie à mettre au centre de ses stratégies et interventions les personnes les plus vulnérables, notamment les femmes, les jeunes, les enfants de moins de 5 ans, les personnes vivant avec le VIH, les personnes vivant avec un handicap, les marginalisés, les retournés, les déplacés internes et leurs communautés hôtes ainsi que les réfugiés.

**Nexus Développement – Humanitaire – Paix**

L’UNDAF vise à renforcer les liens entre l’humanitaire, le développement, la prévention et la consolidation de la paix par i) une analyse conjointe des défis du Burundi, ii) l’intégration dans un seul document de planification stratégique des réponses multisectorielles cohérentes, coordonnées aux défis en matière de développement, d’humanitaire et de consolidation de la paix , iii) la mise en œuvre, de manière holistique, de l’approche de la résilience dans les interventions de développement, les interventions humanitaires et les actions de prévention au niveau communautaire, organisationnel et institutionnel.

L’UNDAF 2019-2023 illustre la complémentarité existante entre l’ensemble des acteurs du SNU. Il retient comme hypothèse qu’aucune crise socio-politique ou catastrophes naturelles majeures n’aura lieu au cours de la période, et que toutes les Agences du SNU présentes au Burundi auront, par conséquent, un rôle important à jouer dans le développement de la nation. Il considère, toutefois, que certaines agences pourront continuer à apporter des appuis de nature humanitaire aux personnes les plus vulnérables comme les réfugiés vivant dans les camps, les personnes déplacées et celles affectées par des catastrophes naturelles (inondations, sécheresse…).

Dans l’esprit du Grand Bargain, du Sommet Humanitaire Mondial à Istanbul, et de la Nouvelle Façon de Travailler (*New Way of Working)*, un nouveau partenariat entre les acteurs humanitaires et de développement est en train de se mettre en place. Il s’étend désormais aux missions de paix et de sécurité et intègre les aspects de prévention et de renforcement des capacités des acteurs nationaux.

Dans le cadre de ses interventions, le SNU s’engage à renforcer les capacités des acteurs locaux et à intégrer des actions de consolidation de la paix et de renforcement du dialogue entre les communautés vivant au Burundi. Un plan de réponse humanitaire (PRH) sera développé au cours de la période en tenant compte des orientations de cet UNDAF.

L’UNDAF 2019-2023 entend donner une nouvelle impulsion aux actions du SNU en liant plus étroitement que par le passé l’action normative et les interventions opérationnelles, tout en soutenant une intégration plus poussée, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la récente initiative visant à resserrer les liens entre actions humanitaires, actions de développement et actions de prévention de conflits pour une meilleure résilience des communautés. Il donne la priorité à la réalisation des droits de l’Homme, à l’intégration de la question de l’égalité de genre et de l’autonomisation des femmes et des filles, au renforcement de la résilience et à la promotion de la redevabilité des acteurs.

Cette vision stratégique orientera les interventions du SNU qui viendront en appui aux politiques nationales sur la base des priorités organisées autour de quatre piliers (Personnes, Prospérité, Planète et paix), eux même déclinés en plusieurs résultats stratégiques.

## Théorie du changement

Dans le cadre de l'élaboration de cet UNDAF, le Système des Nations Unies a développé une « Théorie du changement » pour chacun des quatre piliers (Personne ; Prospérité ; Planète ; Paix) afin de mieux comprendre les chaînes de causalité lors de la mise en œuvre de ses programmes. La théorie du changement décrit la relation existant entre les résultats du niveau inférieur et ceux de niveau supérieur et identifie les conditions préalables, les risques et les hypothèses à prendre en compte aux différentes étapes du processus. Elle montre comment des résultats spécifiques peuvent aboutir à des changements au niveau de l'impact et identifie les actions à entreprendre afin d’aboutir aux résultats escomptés. Les schémas de la théorie du changement sont disponibles en annexes.

Pour chaque effet, une section décrit :

* les Objectifs de Développement Durable correspondants ;
* les défis à relever avec la description des principales causes identifiées dans le CCA ;
* l’avantage comparatif et la réponse du SNU qui doit à la fois prendre en compte les priorités arrêtées pour la période de 2019 – 2023, mais aussi les priorités du gouvernement et le travail d'autres partenaires clés, bilatéraux et multilatéraux, parmi lesquels la Banque africaine de développement, l'Union européenne et la Banque mondiale.

## Les résultats stratégiques de l’UNDAF

Les résultats stratégiques de l’UNDAF décrivent la contribution du SNU au Burundi à la réalisation des priorités nationales telles que définies dans le PND.

**2.3.1. Personne : Inclusion, dignité et égalité**

Pour soutenir le pilier « Personnes », le SNU au Burundi a retenu trois effets qui sont (1) l’éducation, (2) la santé, la nutrition, l’eau, l’assainissement et l’hygiène, et (3) l’autonomisation des femmes, des jeunes et des personnes vulnérables et le renforcement de la protection sociale.

**Effet 1.** D’ici 2023, les filles et garçons accèdent équitablement à une éducation de qualité, avec un accent particulier sur le cycle fondamental, et les possibilités d’apprentissage tout au long de la vie.

L’effet 1 est aligné sur les axes Education et formation, Dividende démographique, Emploi décent et jeunesse, Développement des Infrastructures d’appui à la production (Energie, Eau potable, Transport, TIC, etc.) du PND. Il contribuera à l’atteinte des ODD 4 “Education de qualité” et 9 “Industrie innovante et infrastructure”.

***Défis du secteur de l’éducation***

Le secteur de l’éducation a pris une place importante dans les investissements consentis au niveau national, notamment en raison de l’instauration, dès 2005, de la gratuité des frais de scolarité dans l’enseignement primaire. Depuis 2010, le Burundi a entamé une réforme de son système éducatif, qui a conduit, notamment, à la création d’un cycle d’enseignement fondamental de 9 années, visant à i) assurer un accès libre et égalitaire, tant pour les filles que les garçons, à l’éducation de base ; ii) augmenter le taux de rétention des élèves ; et iii) améliorer les techniques d’enseignement. Les progrès enregistrés dans ce domaine ont permis au Burundi d'atteindre, en 2015, l'OMD 2 portant sur l'éducation primaire universelle, avec un taux brut de scolarisation de plus de 119% en 2016 [[26]](#footnote-26). Toutefois, plusieurs goulots d’étranglement demeurent, que ce soit au niveau de l’égalité d’accès et de la qualité de l’enseignement dispensé. Les taux d’abandon scolaire demeurent élevés et de nombreux enfants vulnérables, particulièrement les jeunes mères, les enfants vivant avec handicap, les déplacés internes et les rapatriés, restent exclus du système scolaire.

***Interventions programmatiques du SNU***

Au cours des cinq prochaines années, le SNU au Burundi contribuera à la réussite de la réforme du cycle fondamental en apportant un appui au renforcement du pilotage du système, à l’augmentation de la demande d’éducation et à l’amélioration de l’accès, de la qualité et de l’environnement d’apprentissage-scolaire.

Le SNU continuera à appuyer la formation des personnels enseignants et mettra en place un système efficace de suivi des acquis de formation pour les professionnels de l’éducation. En vue d’une plus large inclusion scolaire, il appuiera la réalisation d'études sur les approches pédagogiques à privilégier avec les enfants les plus vulnérables (enfants vivant avec handicap, ceux des familles rapatriées, des réfugiés, des Batwas, des autres migrants ainsi que les enfants vivant avec le VIH), en veillant à ce que les conclusions de ces analyses soient intégrées dans la formation initiale et continue des enseignants. La santé en milieu scolaire sera considérée comme un élément clé de la réussite des enfants et des jeunes à l’école. Le SNU mènera un plaidoyer afin que le préscolaire devienne une partie intégrante et obligatoire du parcours éducatif de chaque enfant. Il apportera son appui afin que les éducateurs et les enseignants du préscolaire bénéficient d’une formation spécifique et que l’enseignement préscolaire serve de point d’appui à l’amélioration de la santé des enfants. Il veillera à ce que les parents puissent être conseillés et accompagnés pour qu’ils adoptent des pratiques favorisant l’éveil et l’apprentissage des enfants dès le plus jeune âge.

Compte tenu des risques récurent de catastrophes naturelles au Burundi, les plans de contingence développés par les communes devront être intégrés dans les plans d’actions scolaires afin de répondre aux situations d’urgence et de renforcer la sécurité des enfants et des adolescents.

Afin de mieux s’adapter aux besoins en éducation de chaque commune, et de répondre, notamment, aux évolutions démographiques et aux mouvements de population, le SIG sera renforcé au niveau décentralisé. La production, l’analyse et l’utilisation des données du SIG feront partie intégrante du processus de suivi et d’évaluation de l’efficacité du système éducatif à chaque niveau et serviront de base à la prise de décision.

Des stratégies seront mises en place afin de réduire les dépenses supportées par les ménages pour scolariser les enfants et réduire ainsi le taux d’abandon scolaire. Afin de prendre en compte les facteurs d’abandons scolaires non liés aux frais directs et indirects de scolarité, (grossesses précoces, travail des enfants, déplacements de population), le SNU soutiendra des actions de mitigation et de facilitation à la réinsertion scolaire. Il veillera à impliquer les associations communautaires, les femmes médiatrices, les groupements/associations de femmes entrepreneures et les organisations religieuses.

L’environnement d’apprentissage évoluera, de manière régulière, afin de tenir compte des changements de normes et de procédures en vigueur au sein des établissements scolaires (maintenance, construction, révision). L’achat des équipements pédagogiques de base tels que les livres et le matériel éducatif seront pris en compte dans les plans d’investissement afin de mieux répondre aux besoins des enfants. Dans les écoles, le SNU apportera également son appui pour l’adduction d’eau, et l’installation de latrines séparées filles/garçons, de panneaux solaires, et de structures adaptées aux enfants vivant avec un handicap.

Une attention toute particulière sera accordée au renforcement de la concertation entre partenaires et la coordination interministérielle afin d’optimiser les investissements, éviter les duplications, et promouvoir la mise en œuvre des politiques, des normes et des procédures pour l’atteinte des ODD.

**Effet 2 :** *D’ici 2023, les hommes, les femmes, les filles et garçons, en particulier les plus vulnérables, accèdent de manière équitable aux services de qualité de santé, de lutte contre le VIH et la malnutrition et accèdent à l’eau, aux services d’hygiène et d’assainissement de qualité contribuant à la couverture sanitaire universelle*

L’effet 2 est aligné sur les axes Santé, Dividende démographique, Ressource en eau et assainissement global, et Développement des Infrastructures d’appui à la production (Energie, Eau potable, Transport, TIC.) du PND. Il contribuera à la réalisation des ODD 2 “Faim zéro”, 3 “Bonne santé et bien-être” et 6 “Eau propre et assainissement”.

***Défis des secteurs de la santé, de la nutrition, et de l’eau, de l’hygiène et de l’assainissement***

La diminution du financement de la santé ces dernières années met à mal la viabilité du système de santé notamment la décision prise par le Gouvernement d’offrir gratuitement des soins de santé aux enfants de moins de cinq ans et aux femmes enceintes, qui a permis de réaliser des avancées significatives en matière de couverture sanitaire universelle. Selon les comptes nationaux de santé 2007, 2010, 2012 et 13, le pourcentage des dépenses de santé par rapport au PIB est passé de 10,03% en 2007 à 12,1% et tombant en 9,19% en 2013. Ainsi en 2016, le portail OMS sur UHC country data profile rapporte que l’indice de couverture des services de santé essentiels du Burundi est de 43, loin de la cible qui est 80.

La proportion d'accouchements ayant lieu dans les établissements de santé (84%)[[27]](#footnote-27) et le taux de couverture vaccinale (85% pour tous les vaccins de base chez les enfants de 12 à 23 mois[[28]](#footnote-28)) atteignent désormais des niveaux satisfaisants ; avec d’importantes disparités (93 % dans la province de Karusi à un minimum de 68 % à Cibitoke). Entre 2010 et 2016, le ratio de mortalité maternelle a connu une diminution passant de 499 à334 décès pour 100.000 naissances vivantes et le taux de mortalité infanto-juvénile (78 pour 1.000 naissances), infantile (47 pour 1.000) et néonatale (23 pour 1.000) restent à des niveaux préoccupants.[[29]](#footnote-29)

Près de 750 cas de fistule obstétricale surviennent encore chaque année[[30]](#footnote-30). Malgré un taux élevé de 85% d'accouchements par un personnel qualifié, l'accès aux Services Obstétricaux et Néonatals d'Urgence (SONU) est très limité, avec seulement sept établissements de santé offrant des services de base et 23 établissements offrant des Services Obstétricaux et Néonatals Complets (SONUC). Par ailleurs, la qualité des soins pré, per et postnatals, et de la prise en charge intégrée des maladies de l’enfance demeure insuffisante[[31]](#footnote-31). L’accès aux services équitable des femmes aux services de santé reste préoccupant : parmi les femmes sans aucun niveau d’instruction, 81 % ont bénéficié d’une assistance à l’accouchement et 80 % ont accouché dans un établissement de santé contre 95 % parmi celles ayant le niveau secondaire ou supérieur. La province de Muramvya se caractérise par les proportions les plus faibles de femmes qui ont accouché dans un établissement de santé (67 % contre 95 % dans celles de Bujumbura).

En 2016-2017, le taux de prévalence contraceptive pour les méthodes modernes n’était que de 23%, contre 18 % en 2010[[32]](#footnote-32) et le niveau de besoins satisfaits en matière de planification familiale restait faible (28,5% chez les femmes en union âgées de 15 à 49 ans), en particulier chez les adolescentes (24,2%), en raison de la persistance de barrières socioculturelles, d’idées fausses concernant les effets secondaires potentiels des méthodes contraceptives modernes, de ruptures de stocks dans la chaîne d’approvisionnement[[33]](#footnote-33) et du manque de formation des personnels de santé dans ce domaine[[34]](#footnote-34).

D’après les données d’EDS 2016-2017, le taux de prévalence du VIH/sida est estimé à 0,9% au sein de la population âgée de 15 à 49 ans (1,2% chez les femmes et 0,6% des hommes) et à 0,1% parmi les adolescent(e)s de 15-19 ans. Les taux sont les plus élevés en milieux urbains (2.5%): Bujumbura Mairie (3,6%) et Gitega (2,3%) [[35]](#footnote-35) contre 0,7 % en milieu rural selon la même source. La prise en charge des PVVVIH pose un défi en termes d’équité : - 71.56% d’adultes bénéficient d’un traitement antirétroviral sur l’ensemble des PVVIH  contre 25.46% d’enfants.

Très peu de données existent sur la prévalence des maladies non transmissibles au Burundi. Selon les estimations, la prévalence de l’hypertension artérielle est de 29.4% (2015) alors que celle du diabète est 4.2% en 2014 (portail OMS-Banque Mondiale). Les maladies non transmissibles restent une préoccupation pour le Burundi en raison de l’exposition des adolescents à la consommation du tabac, de l’alcool et des boissons sucrées qui sont susceptibles de causer des décès prématurés évitables.

Les urgences de santé publique notamment les épidémies de paludisme et de cholera ont secoué le système de santé du pays et causé de nombreux décès dans la population déjà fragilisée. En effet, au cours des 5 dernières années, l’année 2017  a connu la plus forte incidence du paludisme (815 pour mille).

En dépit d’un fort potentiel en agriculture et en élevage, le Burundi est un des pays les plus affectés par l’insécurité alimentaire, avec 56% des enfants de moins de 5 ans souffrant d’une malnutrition chronique[[36]](#footnote-36). Compte tenu des dommages, souvent irréversibles qu’entraîne la malnutrition chronique sur la croissance physique et le développement intellectuel des enfants, et des effets négatifs sur la croissance économique du pays, la malnutrition chronique constitue un problème majeur de santé publique et de développement.

Seulement 58%[[37]](#footnote-37) de la population a accès à l’eau potable à moins de 30 minutes aller-retour de son lieu d’habitation dont 10% sur place, tandis que 42% doit effectuer un trajet de plus de 30 minutes pour y accéder. Moins de 44%[[38]](#footnote-38) des Burundais utilisent des toilettes améliorées non partagées. Les difficultés d’accès à l'eau potable, le manque d'installations sanitaires adéquates et les mauvaises pratiques d'hygiène sont à l’origine de nombreuses maladies hydriques, de la fréquence des épidémies de choléra et de forts taux de prévalence de diarrhée et de malnutrition chronique chez les enfants.

Par ailleurs, la faible disponibilité d’eau particulièrement des points de lavage des mains dans les Formations Sanitaires tant pour le personnel de santé que pour les visiteurs favorise la propagation des infections et met en mal la sécurité des patients dans ces formations sanitaires.

***Interventions programmatiques du SNU***

Les différentes politiques et stratégies existantes serviront au SNU de points d’appui essentiels pour développer des programmes de portée nationale, dans les régions et au sein des communautés. Ces programmes viseront à renforcer les stratégies de prévention et de promotion des bonnes pratiques. Dans les domaines de la santé-nutrition et de l’eau-hygiène-assainissement, le SNU appuiera la mise en œuvre et le suivi - évaluation des politiques afin de renforcer la prévention et répondre aux besoins grandissants résultant de la forte croissance démographique et des besoins de tendre vers la couverture sanitaire universelle.

Afin d’améliorer l’accès équitable à des services de santé de qualité et réduire ainsi les risques de morbi-mortalité maternelle, néonatale et infanto-juvénile, l’approche district sera conjuguée avec l’approche communautaire. La prévention et la prise en charge des maladies transmissibles et non transmissibles resteront à l’agenda des priorités d’actions. Les politiques et stratégies visant à améliorer le bien-être et la santé des adolescent(e)s et des jeunes, notamment en matière de contraception ou de planification familiale, de lutte contre la violence, la prévention des maladies sexuellement transmissibles, les traumatismes, la consommation du tabac, de l’alcool et d’autres substances psycho actives recevront une attention particulière. Il en sera de même que la réduction du nombre de grossesses trop précoces, trop tardives ou trop nombreuses et l’espacement des naissances chez les femmes en âge de procréer.

Le SNU mutualisera les expertises afin de favoriser la mise en œuvre de stratégies multidimensionnelles de prévention et amplifier les retombées positives de la planification familiale en termes de bien-être pour la mère, la famille, la société et la situation financière des ménages. Le SNU portera une attention particulière aux contraintes socio-économiques qui limitent encore l’utilisation des services de santé parmi lesquels, i) le coût des traitements et des médicaments, ii) les distances à parcourir et les risques sécuritaires à surmonter pour se rendre jusqu’aux CDS, et iii) la nécessité pour de nombreuses femmes d’obtenir le consentement préalable du mari afin de pouvoir consulter pour elles-mêmes ou pour leurs enfants.

Le SNU Burundi apportera son soutien à la promotion des pratiques familiales essentielles en matière de nutrition et de développement de la petite enfance, en soutenant la diffusion de nouvelles pratiques bénéfiques pour les tout-petits. Des actions spécifiques, comme les stratégies de communication sociale/Information Education à destination des populations vulnérables et marginalisées (enfants, adolescents, les femmes enceintes, femmes allaitantes (FEFA), adultes, personnes âgées) seront conduites pour améliorer l’alimentation des adolescentes, des femmes en âge de procréer et des femmes enceintes ou allaitantes.

De manière intégrée, le SNU soutiendra les programmes et les plans d’actions pour la surveillance et la réponse à toutes les formes de malnutrition. La malnutrition chronique, les enfants de moins de deux ans, ceux de moins de cinq ans, les FEFA, et les adolescent(e)s feront l’objet d’une attention particulière. Le SNU appuiera, également, la mise à disposition de médicaments antiparasitaires et de FAF (Fer Acide Folique) ainsi que la révision des directives nationales concernant la supplémentation en micronutriments.

Sachant qu’il est possible d’induire des changements positifs dans les familles et les communautés à travers la sensibilisation des enfants, le SNU intensifiera son soutien aux programmes visant à promouvoir la santé et la nutrition à l’école, en particulier dans le cadre des cantines scolaires, ainsi qu’une bonne gestion de l’Eau, Hygiène et Assainissement (EHA) en milieu scolaire.

Le SNU apportera également son soutien au renforcement de l’accès et de l’utilisation des installations de l’EHA, tant au niveau des communautés que des services de base (établissements de santé et d’éducation), en veillant tout particulièrement à ce que la dignité des personnes les plus vulnérables (femmes, filles, personnes vivant avec un handicap) soit davantage respectée. Il poursuivra son plaidoyer en faveur du respect des normes et standards en matière d’infrastructures de l’EHA et l’intensifiera de façon à ce que des mesures en faveur de l’accès à l’eau dans les centres de santé et les écoles soient intégrées dans l’ensemble des plans d’aménagement communaux. Enfin, il contribuera à la sécurisation des lieux et des équipements en encourageant l’électrification des services sociaux de base et l’utilisation d’énergies renouvelables.

Compte tenu de l’existence de risques récurrents du fait des chocs anthropiques et des catastrophes naturelles, le SNU renforcera son appui afin que les plans et les services des districts sanitaires prennent davantage en compte la nécessité de renforcer la résilience des communautés. A cet effet, les interventions de santé des plans communaux de développement seront intégrées dans les plans d’action des districts sanitaires. Le renforcement du système d’alerte précoce via l’utilisation des TIC et d’une messagerie par SMS facilitera le suivi et la réponse rapide aux urgences.

Enfin, le SNU mettra son expertise au service du pays afin de collecter, analyser et disséminer l’information stratégique et générer les bases factuelles pour éclairer la prise de décision sur les politiques et stratégies basés sur les évidences

Effet 3. *Les femmes et les jeunes, particulièrement les plus vulnérables sont autonomisées à travers une intégration socioéconomique accrue et une protection sociale*

L’effet 1.3 est aligné sur les axes “Protection sociale” et “Emploi décent et jeunesse” du PND. Il contribuera aux ODD 5 “Egalité entre les sexes” et ODD 8 “ Travail décent et croissance économique”.

***Défis des secteurs autonomisation et protection sociale***

La persistante des inégalités de genre affaiblissent les efforts de développement économique et social du pays et ont un impact négatif sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Au Burundi, les femmes et les jeunes âgés de 15 à 35 ans représentent plus de la moitié de la population active.  En dépit d’avancées considérables sur le plan normatif, les progrès en matière d’égalité des sexes et d’autonomisation des femmes demeurent lents et inégaux.  Les femmes et les filles restent confrontées à des barrières structurelles, aux normes sociales discriminatoires et aux préjugés patriarcaux qui freinent la réalisation de leurs droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels.  Cette situation est aggravée par un accès limité à la justice et par le manque de recours légaux, juridiques et institutionnels efficaces.

Ces déséquilibres ne permettent pas aux femmes et filles d’exprimer leur véritable potentiel : elles sont sous-représentées dans les institutions et les mécanismes de gouvernance locaux et disposent généralement de moins de moyens d’expression, d’action et de décision, que ce soit dans les ménages et ou dans la société en général. Elles continuent d’assumer une part disproportionnée du travail familial et domestique non rémunéré dont dépendent leurs ménages et l’économie nationale.  A l’instar des jeunes, elles sont touchées de façon disproportionnée par la pauvreté, l’inégalité d’accès aux terres, aux ressources naturelles, aux infrastructures et aux services ainsi que par le sous-emploi. Elles sont sur-représentées dans le secteur informel et ont rarement accès à un travail décent et à une protection sociale.

 En matière de protection sociale, les défis à relever restent de taille :

* un cadre institutionnel faiblement rationalisé : on constate un certain chevauchement entre les compétences des différentes institutions chargées de mettre en œuvre la politique nationale de protection sociale ; par ailleurs, certaines institutions souffrent d’un positionnement inadapté et ne disposent pas des moyens de remplir pleinement la mission qui leur a été confiée. C’est le cas, du Secrétariat Exécutif Permanent de la Commission Nationale de Protection Sociale (SEP/CNPS) qui rapporte au Ministère en charge des Affaires Sociales alors qu’il est censé couvrir tous les domaines de la protection sociale (santé, éducation, emploi…) ;
* Un secteur sous-financé : alors qu’en 2013-2014, 64,6% de la population vivait en dessous du seuil national de pauvreté (1.744 Fbu par jour, soit 1,27 US$), le Gouvernement n’investit que 2 US$ par habitants pour des programmes de protection sociale non contributive ;[[39]](#footnote-39)
* une couverture médicale encore faible : Seules 21,8% des femmes et 21.2% des hommes disposent d’une assurance médicale au Burundi.[[40]](#footnote-40) Des réformes sont nécessaires afin de rationaliser le système de la Carte d’Assistance Médicale (CAM) qui est le régime d’assurance maladie le plus structuré et le plus utilisé dans le pays. Il assure la couverture de 15.4% des femmes et des hommes.[[41]](#footnote-41)
* des programmes de soutien aux ménages les plus pauvres et les plus vulnérables encore peu développés (transferts sociaux monétaires, travaux à Haute Intensité de Main d’œuvre-HIMO) : le lancement en 2018 d’un programme national de transferts sociaux monétaires devrait permettre de couvrir 48.000 ménages dans 4 provinces. Toutefois, compte tenu du nombre de ménages pauvres au Burundi - l’ECVMB 2013/2014 en a estimé le nombre à 300.000 -, ce programme ne devrait toucher que 16% des ménages concernés.
* la persistance d’obstacles à la gratuité effective des soins de santé pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans et à la scolarisation dans le fondamental : cette situation résulte de l’existence de coûts additionnels liés au transport, à la prescription de certains médicaments payants, à l’existence de frais d’uniforme, aux coûts des fournitures scolaires, etc.

***Interventions programmatiques du SNU***

Compte tenu de l’importance que cet enjeu représente pour l’amélioration des conditions de vie des ménages, le développement socio-économique du pays et l’extension de la protection sociale, le SNU au Burundi contribuera au renforcement de l’autonomisation des femmes.

Le SNU au Burundi apportera notamment son soutien au renforcement de l’accès des femmes et des jeunes aux ressources productives et aux services financiers, en particulier au crédit. A cet effet, des partenariats avec les services de micro-financement et de prêts seront établis ou renforcés de façon à ce qu’ils puissent proposer des produits et services adaptés aux personnes les plus vulnérables.

Afin que les femmes et les jeunes filles puissent acquérir, gérer et utiliser des technologies énergétiques durables, comme les séchoirs solaires, les broyeurs solaires et les systèmes de réfrigération solaire, le SNU favorisera également le transfert de connaissances, en partageant des informations et en organisant des formations.

L’extension de la protection sociale devrait permettre aux femmes, aux jeunes, aux migrants internes, aux réfugiés, aux apatrides, et aux rapatriés d’avoir un meilleur niveau de vie et de voir leurs droits fondamentaux davantage respectés, notamment via un accès facilité aux services de santé. Les transferts monétaires jouent un rôle essentiel dans des contextes de crise sociale, économique ou environnementale. Lorsqu’ils sont assortis de conditions, ils permettent souvent de rendre plus efficaces les actions multisectorielles en faveur des plus vulnérables.

#### **2.3.2 Prospérité** : **Transformation et durabilité**

**Effet 4 :** *D’ici 2023, les hommes et les femmes en particulier les plus vulnérables accèdent équitablement aux moyens de production pour accroitre les rendements et les revenus générés par une production agro-sylvo-zootechnique innovante et respectueuse de l’environnement contribuant à leur sécurité alimentaire et nutritionnelle*

L’effet 4 est aligné sur les axes “Agriculture, élevage et sécurité alimentaire”, “Développement des infrastructures d’appui à la production”, “Emploi décent et jeunesse”, “Dividende démographique”, et “Gestion durable de l'environnement” du PND. Il contribuera à réaliser les ODD 1 “Pas de pauvreté”, 2 “Faim zéro”, 5 “Egalité entre les sexes”, 8 “Travail décent et croissance économique”, 9 “Industrie, innovation et infrastructure”, 12 “Consommation et production responsables” et 13 “Changements climatiques”.

Le secteur agricole contribue à hauteur de 39,6 % au PIB burundais, fournissant 84% d’emplois, 95% de l’offre alimentaire ainsi que l’essentiel des matières premières utilisées par le secteur agro-industriel[[42]](#footnote-42). Ce secteur se caractérise par une faible productivité, un faible niveau de formation et une faible rémunération de la main d’œuvre. Le PND (2018-2027) vise à atteindre une croissance économique forte, soutenue, inclusive, et durable afin d’assurer le bien-être de la population dans toutes ses composantes. A cet effet, le PND prévoit de moderniser, diversifier et rendre plus intensive la production agricole, animale et halieutique, et de renforcer la sécurité alimentaire à travers le développement de l’industrie agro-alimentaire et d’une agriculture de marché. Comme le développement économique s’accompagne d’une réduction de la pauvreté, cela implique non seulement une réaffectation et une transformation des ressources et des facteurs de productions pour les rendre plus productives. La croissance économique s’accompagne également d’un changement de comportement et d’attitudes pour acquérir des modes de production et de consommation durables pour tendre vers des niveaux de vie élevés des populations.

***Défis des secteurs agro-sylvo-zootechnique et sécurité alimentaire***

Pour ces secteurs, les défis majeurs sont : (i) le manque d’infrastructures d’appui pour la transformation et à la conservation des produits (ii) l‘accès limité aux services financiers et aux marchés (iii) la pression démographique et la nécessité de prendre en compte des aléas climatiques, et (iv) la nécessité d’intensifier et de diversifier la production agri-sylvo-zootechnique.

Les ***Interventions programmatiques du SNU***

Le SNU soutiendra l’accroissement de la productivité et la diversification des pratiques agro-sylvo-zootechniques favorisant la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il contribuera également à l’augmentation des revenus individuels et des ménages notamment à travers un appui au développement des activités génératrices de revenus et des chaînes de valeurs créatrices d'emplois.

Le SNU facilitera la mise à disposition des intrants nécessaires à une production soutenue. Il contribuera à renforcer, au niveau communautaire, les connaissances et les compétences agro-sylvo-zootechniques respectueuses de l’environnement. Face aux changements climatiques impactant directement la productivité agro-sylvo-zootechnique et la sécurité alimentaire, le SNU contribuera à intégrer les pratiques de prévention et d’anticipation dans les plans de développement communaux. Le SNU appuiera aussi les systèmes d’alertes précoces afin de répondre plus efficacement aux chocs anthropiques et aux catastrophes naturelles.

Le SNU apportera un appui au renforcement des capacités de résilience des populations locales vulnérables à travers notamment leur organisation en coopératives de production. Le SNU fera la promotion des initiatives utilisant des paquets technologiques modernes de production et de transformation des aliments. Il fera aussi un plaidoyer soutenu pour l’amélioration et la disponibilité des infrastructures de production adéquates selon les régions.

**2.3.3. Planète : Résilience des communautés**

**Effet 5 :** *D’ici 2023, les autorités nationales et décentralisées adoptent et appliquent des mécanismes de gestion et prévention des risques de catastrophes, de gestion durable des Ressources Naturelles (eau, terre, forêt) de mitigation et d’adaptation aux changements climatiques et de protection des écosystèmes pour assurer une meilleure résilience des communautés.*

Le SNU Burundi a retenu cet effet afin de contribuer au résultat stratégique concernant la gestion des ressources naturelles, des risques, des crises et des catastrophes. L’effet 5 est aligné sur trois axes d’intervention du PND : (1) la gestion durable de l’environnement (2) l’adaptation au changement climatique et (3) l’aménagement du territoire. Il contribue aux ODD 11 « Villes et Communautés durables », 13 « Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques » ‘ et 15 « Vie Terrestre ».

Au cours des dernières années, les efforts combinés du Gouvernement et du SNU ont permis de renforcer les mécanismes institutionnels de lutte contre la pollution et les changements climatiques et de prévention et de gestion des catastrophes au niveau provincial et local. Ces efforts ont conduit également à une meilleure protection des sols, à la sauvegarde du capital forestier, à la délimitation des principales réserves naturelles et à une préservation plus efficace de la biodiversité. Dans le cadre de la lutte contre la pollution de l'environnement et du Lac Tanganyika, plusieurs initiatives ont été prises parmi lesquelles, la création et la délimitation de 17 sites de décharge contrôlée, l’élaboration des Schémas directeurs d’assainissement dans les provinces  de Bujumbura Mairie, Kirundo, Karusi, Ngozi et Mwaro, la mise à jour du profil national sur la gestion des produits chimiques et le développement d’une base de données pour la gestion des produits chimiques au Burundi.

Des progrès ont également été accomplis dans la Gestion Intégrée des Ressources en Eau : le réseau d’observation hydrologique et météorologique pour le suivi des changements climatiques a été réhabilité ; les textes d’application du code de l’eau ont été élaborés et diffusés ; des eaux thermales, en particulier celles du site de Mugara dans la commune de Rumonge, ont été identifiées et protégées ; les zones tampons des lacs et rivières (lac Rweru, rivières Ruvyironza et Waga) ont été restaurées ; les lacs Dogodogo et Nyamuziba ont été délimités par des bornes ; enfin, des formations sur les techniques de collecte des eaux de pluies ont été dispensées .

***Défis du secteur Gestion des Ressources Naturelles et prévention des risques de catastrophes***

Sur le plan de l’environnement et la gestion des ressources naturelles les principaux défis sont : (i) la croissance démographique, (ii) les conflits fonciers, (iii) la sauvegarde de la biodiversité, (iv) l’utilisation du matériel biodégradable, (v) la protection des eaux des affluents du lac Tanganyika, (vi) la protection et l’exploitation rationnelle des terres, (vii) la gestion des produits chimiques et autres déchets.

Les défis liés aux changements climatiques sont les suivants : (i) la capacité d’adaptation et de gestion des risques climatiques, (ii) l’exploitation des forêts et la protection des écosystèmes naturels, (iii) la capacité d’atténuation et de séquestration des Gaz à Effets de Serre (GES), (v) la valorisation du rôle de la femme dans la lutte contre les changements climatiques et (vi) la fiabilité des prévisions météorologiques.

En matière de la gestion intégrée des ressources en eau et assainissement, les défis du secteur sont : (i) le cadre légal et institutionnel, (ii) la préservation et la valorisation durable des ressources en eau, (iii) le code d’assainissement, (iv) la promotion de l’assainissement de base en milieu rural, (v) la création d’une base de données sur l’eau et l’assainissement et (vi) l’aménagement adéquat des bassins versants.

Enfin dans le domaine énergétique, l’utilisation abusive du bois de chauffe comme principale source d’énergie est un grand défi pour le Burundi. En effet, avec un taux d’électrification ne dépassant guère 5%, comparé à une moyenne africaine de 16% et 41% pour les autres pays en développement à faible revenus[[43]](#footnote-43), la progression de la fourniture d’électricité est lente, notamment dans les zones rurales limitant les capacités de diversification des économies locales et renforçant les inégalités, y compris de genre. En effet, les femmes et les filles, en raison de leurs rôles dans les ménages, sont plus impactées par la recherche de bois en termes de distances parcourues, de temps de travail et de risques d’agressions.[[44]](#footnote-44)

***Interventions programmatiques du SNU***

En réponse à ces défis, le SNU au Burundi concentrera ses appuis sur la protection et la restauration de l'environnement et la réalisation des engagements pris par le Gouvernement en matière de reforestation, de maîtrise de l'érosion, et de la préservation et la gestion des ressources en eau.

Le SNU Burundi renforcera les capacités des autorités nationales pour une meilleure gestion des risques et catastrophes, en appuyant la mise en œuvre des conventions internationales auxquelles le Burundi a souscrit, notamment en matière de changement climatique, de préservation de la biodiversité, de la lutte contre la dégradation des terres et de la protection des eaux internationales.

Une attention toute particulière sera accordée à l’amélioration de la gestion des ressources en eau. Des actions en faveur d’une meilleure gestion de l’eau seront entreprises dans les établissements scolaires, les structures sanitaires, les camps de réfugiés et les communautés d’accueil des personnes déplacées. Dans les zones les plus exposées (aux chocs anthropiques et aux catastrophes naturelles), le SNU favorisera l’accès des communautés aux techniques et outils innovants visant à accroître leur résilience. Dans le cadre des actions conduites avec les autorités nationales, les entités décentralisées et les communautés, le SNU veillera à préserver les équilibres fragiles et à renforcer les mécanismes de régulation, de prévention et de redevabilité de manière à assurer une gestion équitable et durable des ressources naturelles.

En matière de restauration et de gestion intégrée des paysages (reboisement, agroforesterie, aménagement des bassins versants et des bas-fonds), le SNU continuera de soutenir les aires protégées et la sauvegarde des ressources forestières. Des actions seront menées au sein des communautés en vue de promouvoir et de vulgariser les bonnes pratiques en matière de Gestion Durable des Terres / Gestion Intégrée des Ressources Naturelles (GDT/GIRN) et d’utilisation planifiée du territoire national. Dans les zones utilisées pour l’exploitation minière, forestière et autres, le SNU accordera une attention particulière au renforcement de la protection des enfants, des jeunes et des femmes afin de prévenir les abus, les violences et le recours au travail des enfants.

Le SNU Burundi encouragera, également, l’utilisation par les communes et les communautés de l'énergie propre et renouvelable (comme l’éolien et le solaire) et facilitera l’accès des ménages, des écoles et des centres de santé à ces sources d’énergie. Afin de réduire la consommation de bois de chauffe et de lutter ainsi contre la déforestation, il apportera son appui à la vulgarisation de techniques pour la production et la consommation de biogaz ou de briquettes de biomasse et à la promotion d’équipement comme les foyers de cuisson améliorés. Ces actions pourront contribuer à une diversification des sources de revenus non agricoles mais aussi créer de nouvelles possibilités de revenus en lien direct avec le secteur agricole, notamment dans les domaines de l’apiculture, de l’artisanat, de l’écotourisme ou à travers la commercialisation de Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL).

Par ailleurs, le SNU soutiendra la mise en place et la vulgarisation des technologies innovantes favorisant l’adaptation aux changements climatiques comme celles permettant la collecte et la valorisation des eaux de pluie, la micro-irrigation, et l’agriculture intelligente face au climat (AIC), En favorisant une meilleure prise en compte de la problématique de la résilience dans la gestion des ressources naturelles, le SNU permettra à la population burundaise de mieux anticiper et de devenir progressivement moins vulnérable aux aléas climatiques et aux chocs anthropiques. Le SNU encouragera également l’intégration de la gestion des ressources naturelles au sein des mécanismes d’alerte précoce au niveau communautaire. Afin de promouvoir une gestion plus efficiente, inclusive et durable des ressources naturelles, le SNU contribuera au renforcement de la collaboration et de la coordination intersectorielle entre les différents acteurs (décideurs, communautés, chercheurs, partenaires au développement) impliqués dans ces domaines.

Le SNU Burundi apportera son appui à l’opérationnalisation des plateformes nationales, provinciales et communales de gestion des catastrophes naturelles. A cet effet, des plans de contingence pour la prévention et la gestion des risques et catastrophes seront élaborés au niveau provincial et communal. Afin de pouvoir disposer d’une base de référence sur la situation locale, de pouvoir suivre les avancées et de voir quels ajustements apporter, un travail de collecte de données sera entrepris auprès des autorités locales et communales. Des mesures d’accompagnement et des actions de mise à niveau seront proposées aux autorités décentralisées afin de renforcer leur implication dans la gestion de l’information au sein des communautés et dans le partage d’informations nécessaires à la prise de décision au niveau central et local. Ces différents appuis faciliteront la mise en place par le centre national des opérations d’urgence d’un cadre de gestion axé sur les résultats et le suivi sur le terrain. Enfin, le SNU participera à la mise à jour, chaque année, du Plan ORSEC en vaillant à ce qu’il prenne bien en compte les besoins pour la gestion des urgences dans le domaine de la santé de la reproduction.

Le SNU renforcera les capacités de résilience et de relèvement précoces du pays à travers la mise en œuvre de la Stratégie de Réintégration Socioéconomique et de Relèvement des Sinistrés qui inclut notamment (i) l’amélioration des capacités institutionnelles de prévention et d’alerte précoce (ii) la promotion des solutions durables pour les personnes affectées/retournées, (iii) la gestion communautaire, la stabilisation des berges et la lutte anti- érosive dans les régions naturelles.

Le SNU participera à la production des rapports annuels qui mettront en évidence les informations opérationnelles de base recueillies sur le terrain parmi lesquelles les: estimations démographiques, la géolocalisation des zones de vulnérabilités, mouvements de populations. L’ensemble de ces données seront mises en convergence afin de renforcer le système d’alerte précoce à tous les niveaux, d’adapter les niveaux d’alerte et d’élaborer des programmes de formation adaptés aux capacités locales.

Enfin, le SNU participera au suivi du respect des normes et des standards de construction afin de préserver l’accès aux services, y compris en cas d’intempéries, d’améliorer la salubrité et la sécurité des locaux et d’accroître l’usage des énergies renouvelables. Afin de réduire les risques de destruction des habitations en cas d’intempéries et de faciliter la reconstruction des maisons endommagées, des innovations techniques seront proposées afin de promouvoir de nouvelles méthodes de fabrication de briques à partir de matériaux locaux améliorés. Ces initiatives permettront aux ménages de maîtriser de nouvelles techniques de construction et/ou de reconstruire leurs habitations avec des matériaux plus résistants.

#### **2.3.4. Paix : Paix, Gouvernance et État de droit**

**Effet 6 :** *D’ici 2023, les femmes et les hommes, de tout âge et particulièrement les groupes vulnérables accèdent équitablement aux services d’institutions et aux mécanismes communautaires qui garantissent la redevabilité, la paix, l’égalité du genre, la justice, et le respect des droits de l’homme de manière efficace, indépendante et transparente*

L’effet 6 est aligné sur les axes d’intervention du PND portant sur la “*gouvernance et les droits humains*”, et la “*défense et sécurité*”. Il contribuera également à atteindre les ODD 5, 16 et 17.

***Défis des secteurs de paix, gouvernance, justice et droit de l’homme***

En matière de consolidation de la démocratie, le peuple burundais a le droit et la liberté d’élire ses représentants de la base jusqu’au sommet de l’Etat. A cet effet, un cadre légal et réglementaire a été mis en place pour assurer la conduite du processus électoral et garantir un dialogue permanent entre le Gouvernement, les acteurs politiques et la société civile. Afin de lutter contre l’impunité et favoriser la réconciliation nationale, la Commission Vérité et Réconciliation (CVR) a été mise en place en 2014[[45]](#footnote-45).

En ce qui concerne l’administration de la justice, le Gouvernement a pris, avec le soutien du SNU, plusieurs initiatives importantes parmi lesquelles la révision des codes pénaux et de procédure pénale, l’augmentation du taux d’exécution des jugements, l’augmentation du rendement des magistrats, la prise en compte de la spécificité de la justice des mineurs avec la création des centres de rééducation pour mineurs en conflit avec la loi et le désengorgement des prisons. Le taux d’exécution des jugements rendus pour toutes les juridictions est passé de 18% en 2012 à 83,2% en 2014[[46]](#footnote-46)

En ce qui concerne la promotion et la protection des droits de l’Homme, des progrès importants ont été réalisés au niveau du cadre normatif. , Toutefois, de nombreux défis demeurent parmi lesquels la nécessité de renforcer la collaboration du Burundi avec les mécanismes internationaux des droits de l’Homme, notamment pour la mise en œuvre effective des recommandations de l’Examen Périodique Universel (EPU). Les principales recommandations de l’EPU portent sur la restauration de l’espace démocratique et la lutte contre l’impunité afin de pouvoir consolider la paix et renforcer la cohésion sociale. Elles impliquent des efforts accrus pour renforcer les capacités des institutions de l’Etat et des mécanismes nationaux en charge de la protection des droits de l’Homme et de la lutte contre l’impunité (CVR, CNIDH, Ombudsman). Elles passent également par un rôle renforcé de la société civile et des medias afin que la population puisse effectivement exercer ses droits fondamentaux.

En réponse à ces défis, le Gouvernement du Burundi et le SNU ont identifié cinq priorités stratégiques parmi lesquelles : i) la promotion et l’élargissement de l’espace démocratique, ii) l’intégration des droits de l’Homme dans le développement et la sphère économique, iii) la mise en place d’un système d’alerte rapide et de protection des droits de l’Homme en situation d’insécurité, avec l’appui des organisations régionales et internationales et de la société civile. Ces priorités s’inscrivent parfaitement dans les objectifs de l’Agenda 2030 qui vise, essentiellement, à réaliser les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels.

Dans le domaine de la gouvernance administrative, le Gouvernement a pris plusieurs initiatives parmi lesquelles la préparation d’un document de politique salariale équitable et harmonisée, l’amélioration de l’outil de gestion des carrières, la création et l’opérationnalisation de l’Office National des Pensions et Risques professionnels (ONPR) et la création de guichets uniques dans 5 provinces pilotes afin de faciliter l’accès de la population aux documents administratifs

Dans le domaine de la décentralisation et de développement local, d’importantes avancées ont été enregistrées surtout aux niveaux légal et institutionnel, de la gouvernance locale, du développement communautaire, de la décentralisation financière, administrative et politique. Afin d’améliorer la gestion des finances communales, en particulier au niveau de la mise en œuvre des procédures budgétaires et comptables, de la passation des marchés publics, de la maîtrise d’ouvrage, du recours à la microfinance et du suivi-évaluation, des séances de renforcement des capacités des acteurs locaux ont été réalisées. Par ailleurs, les ressources transférées aux entités décentralisées ont fortement augmenté ; ainsi, le budget de développement au niveau de la commune a été multiplié par dix, passant de 50 millions à 500 millions de FBU.

Toutefois, des défis importants demeurent :

Au niveau de l’administration de la justice , les défis portent notamment sur la nécessité de (i) réduire les arriérés judiciaires au niveau des juridictions supérieures , (ii) désengorger davantage les prisons , (iii) renforcer le cadre légal , (iv) mettre effectivement en œuvre la stratégie nationale d’« aide légale » , (v) construire des infrastructures judiciaires et pénitentiaires , (vii) vulgariser et traduire les lois et règlements en vigueur en Kirundi et, (viii) renforcer les capacités des acteurs de la justice.

Sur le Plan de la gouvernance administrative, il s’agit essentiellement de : (i) poursuivre la décentralisation de la fonction publique, (ii) rendre l’administration publique plus performante, (iii) installer des équipements adaptés, (iv) promouvoir l’utilisation des technologies modernes au sein de l’administration publique et (v) renforcer l’équité salariale.

Sur le plan de la décentralisation et du développement local, les principaux défis à relever comprennent: (i) le transfert de compétences aux communes , (ii) la mobilisation de fonds propres afin de financer les investissements communaux , (iii) la mise en cohérence de la planification centrale et de la planification locale avec les ODD, (iv) le renforcement du cadre institutionnel de coordination du processus de planification, de programmation et de suivi-évaluation , (v) le renforcement de la redevabilité des élus envers la population , (vi) l’augmentation de la viabilité économique des communes et (vii) le renforcement des capacités locales d’élaboration et de mise en œuvre des Plans Communaux de Développement Communautaire (PCDC).

***Les interventions programmatiques du SNU***

Le SNU Burundi poursuivra son appui en vue de rapprocher les services des populations à travers l’ouverture des guichets uniques provinciaux. Afin de garantir un droit équitable à la justice, il soutiendra également l’ouverture de bureaux d’aide légale pour les personnes vulnérables et les victimes des VSBG et la tenue d’audiences foraines dans les localités éloignées des juridictions. En outre, le SNU appuiera l’amélioration de la gestion des services décentralisés et engagera un plaidoyer en faveur de la révision et de l’adaptation des textes y relatifs.

L’appui à la décentralisation progressive offrira des opportunités de renforcer le dialogue avec la population, les associations et les groupes communautaires et permettra d’avoir une meilleure compréhension des vulnérabilités de la population et leur prise en compte dans les politiques nationales. L’appui au renforcement des mécanismes communautaires de dialogue et de résolution des conflits, et des mécanismes de participation citoyenne et de redevabilité permettra de soutenir les pratiques démocratiques et la cohésion sociale.

Les appuis à la réforme administrative en cours seront poursuivis pour renforcer le continuum de services publics depuis le niveau central jusqu’aux communes en considérant les groupes vulnérables et marginalisés.

L’appui en faveur de l’implication et de la participation continue de la population et des différents groupes vulnérables dans les structures de gestion communales permettra une meilleure appropriation de l’espace démocratique par la population et un renforcement de la résilience et de la reconnaissance des responsabilités mutuelles au sein des communautés. Bien que peu présentes dans les instances communales, les femmes qui ont pourtant un rôle essentiel à jouer en faveur de la paix et de la cohésion sociale, seront incitées et appuyées pour participer au renforcement des structures de médiation, la résolution des conflits, la protection des enfants et la lutte contre toutes formes de violences au sein de la communauté et dans le milieu de travail. La vulgarisation de textes en Kirundi contribuera à améliorer les capacités des populations vivant en zone rurale et difficile d’accès à connaître leurs droits, à prévenir des conflits et à faire entendre leur voix.

Ces appuis du SNU permettront d’améliorer la gestion décentralisée des affaires publiques, renforcer les instruments de planification et de gestion de manière à rendre disponibles et accessibles les données qualitatives et quantitatives relatives à la mise en œuvre des plans de développement et de réponses aux chocs anthropiques et aux catastrophes naturelles. Afin de suivre plus efficacement la mise en œuvre des engagements pris par le Gouvernement sur des conventions internationales et régionales signées et/ou ratifiées, le SNU apportera son soutien au développement d’une réflexion sur de nouvelles modalités de mise en œuvre des programmes comprenant un cadre éthique de redevabilité et de renforcement de la cohésion sociale.

#### **2.2.5. Thématiques transversales**

Le SNU au Burundi a mis au cœur de ses interventions la résilience et les thématiques transversales : i) Egalité de genre, Droits de l’Homme et le VIH ainsi le ii) la jeunesse et la démographie.La réalisation des résultats envisagés relatifs aux thèmes transversaux contribuera à atteindre les ODD 1 (*pas de pauvreté*), 5 (*égalité des sexes)*, 3 (Santé pour tous et à tout âge), 10 (*inégalités réduites*), 16 (paix, Justice et institutions fortes) et 17 (*partenariat pour la réalisation des objectifs*).

***Résilience comme facteur central des interventions***

Les engagements de l’UNDAF relatifs à la résilience porteront sur :i) les analyses et les interventions multidimensionnelles portant sur l’identification, la réponse appropriée face aux vulnérabilités et à toute sorte de risques y compris les mécanismes de prévention de catastrophe naturelle et chocs anthropiques ; ii) le renforcement des capacités à tous les niveaux afin de permettre la mise en place, de manière coordonnée et cohérente les mécanismes, les systèmes performants d’alerte précoce aux risques y compris des catastrophes et chocs anthropiques, et les stratégies d’adaptation et de mitigation de leurs effets.

A cet effet, l’UNDAF prendra en compte les engagements pris par le Gouvernement Burundais sur le plan international parmi lesquels les conventions et les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies, notamment l'Accord de Paris sur le climat, le Programme d'action d'Addis-Abeba, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes 2015-2030, ainsi que celles concernant la gestion des mouvements à grande échelle de réfugiés, de personnes déplacées et des autres migrants.

L’UNDAF tiendra également en compte les réformes en cours au niveau du Système des Nations Unies pour la mise en œuvre effective de l’Agenda 2030.

***Egalité de genre, les Droits de l’Homme et le VIH***

L’UNDAF est le cadre du SNU contribuant à « réaliser les droits de l'Homme pour tous, l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles ».

En matière des Droits de l’Homme, Les interventions programmatiques du SNU viseront à soutenir le Burundi dans la mise en œuvre des engagements régionaux et internationaux, ainsi que la population à exercer pleinement ses droits. Les recommandations issues de l’Examen périodique universel (EPU) de janvier 2018 serviront de socle de références. Chaque secteur de développement bénéficiera d’un soutien technique afin d’accompagner les autorités nationales dans la mise en œuvre des engagements pris. En collaboration avec le Comité interministériel permanent d’élaboration des rapports destinés aux organes des traités, le SNU contribuera aussi au suivi de la mise en œuvre des recommandations issues de ces rapports.

Au niveau de l’égalité de genre, en vue d’accompagner les efforts du gouvernement et des partenaires au développement dans ce domaine, le SNU continuera de mettre l’accent sur (i) l’application effective des lois, des politiques et des programmes ; (ii) l’institutionnalisation et la diffusion des principes d’équité et d’égalité; (iii) la lutte contre toutes les formes de discrimination et de violence à l’égard des femmes; (iv) le renforcement de l’accès équitable aux services sociaux; (v) l’autonomisation sociale et économique des femmes; et (vi) l’accès, égal et équitable, au processus de prise de décision au niveau familial, communautaire et politique.

Concernant le VIH, la Déclaration politique sur le VIH de 2016 instruit les Etats d’atteindre l’objectif 90-90-90 de l’ONUSIDA d’ici à 2020. C’est -à – dire que 90 % des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique, 90% de celles qui connaissent leur statut sérologique sont mises sous traitement anti rétroviral tandis que 90% de celles qui sont sous traitement ARV ont une charge virale indétectable.

***Jeunesse et démographie***

La population du Burundi est estimée à 11,8 millions d'habitants en 2018 avec un taux de croissance annuel de 2,5%. Quatre-vingt-dix pour cent de la population vit dans les zones rurales. Deux Burundais sur trois ont moins de 25 ans et les adolescents et les jeunes de 10 à 24 ans représentent 34% de la population. L'indice synthétique de fécondité est passé de 6,4 en 2010 à 5,5 en 2016.

Si la croissance démographique se poursuit à ce rythme, d'énormes investissements seront nécessaires pour répondre aux besoins fondamentaux de la population et accélérer sa transition démographique de façon à pouvoir espérer bénéficier du dividende démographique. Le Burundi est cependant l'un des pays les plus pauvres du monde et 55,2% des jeunes sont au chômage.

Dans ce contexte, les interventions programmatiques du SNU au Burundi contribueront à créer les conditions nécessaires pour que le pays puisse bénéficier du dividende démographique dans les décennies à venir. En plus des interventions spécifiques visant l’accès aux services sociaux de base, dès la naissance jusqu’à la majorité, des programmes transversaux et bien coordonnés devront être mis en œuvre pour soutenir tout particulièrement(i) la population et la maitrise de la croissance démographique, (ii) l’insertion socio-économique des jeunes, (iv) la maîtrise de la fécondité selon les objectifs nationaux de 3 enfants par femme d’après la Vision Burundi 2025, (v) la maitrise de la Santé Sexuelle et Reproductive des Adolescent(e)s et Jeunes, et l’Education Sexuelle responsable.

Dans ce contexte, il est important que les interventions programmatiques du SNU au Burundi contribuent effectivement à créer les conditions nécessaires pour que le Burundi puisse bénéficier d’un dividende démographique dans les décennies à venir. Des interventions spécifiques et des programmes transversaux bien coordonnés visant à faciliter l’accès des enfants aux services de base, de la naissance jusqu’à la majorité, devront être mis en œuvre, en veillant tout particulièrementà encourager(i) la maîtrise de la croissance démographique, (ii) l’insertion socio-économique des jeunes, (iv) la maîtrise de la fécondité en vue d’atteindre l’objectif national de 3 enfants par femme selon la Vision Burundi 2025 et (v) l’éducation sexuelle et la Santé Sexuelle et Reproductive des adolescentes et des jeunes.

#### **Hypothèses et Risques**

L’UNDAF 2019-2023 tient compte de certaines hypothèses soutenant le processus de sa mise en œuvre et des risques qui pourraient modifier son parcours.

**Les hypothèses**

***Stabilité des institutions démocratiques***

Au cours de la période couverte par cet UNDAF, des élections générales devraient avoir lieu en 2020. L’UNDAF pose comme hypothèse que ces élections se dérouleront dans un climat de paix et que la situation politique sera suffisamment stable pour permettre aux institutions nationales de se mobiliser en vue d’atteindre les résultats décrits dans le plan cadre. L’UNDAF postule aussi que des autorités décentralisées seront pleinement opérationnelles, apporteront un appui effectif à la protection des populations, et agiront en faveur de la prévention, de la préparation de la réponse, et de la gestion des chocs anthropiques et des catastrophes naturelles.

***L’engagement des acteurs***

La participation active de toutes les parties prenantes tant au niveau du gouvernement que de la société civile aussi bien dans le développement, l’humanitaire et que dans la prévention des conflits, permettront d’atteindre les objectifs de l’UNDAF.

***La disponibilité des ressources***

La disponibilité des ressources confirmées et celles à mobiliser permettront d’atteindre les résultats de l’UNDAF.

**Les risques majeurs**

***Instabilités politique et/ou sécuritaire dans les pays voisins***

Une situation politique et sécuritaire volatile à l’Est de la RDC et/ou dans les autres pays voisins du Burundi pourrait entrainer un afflux massif des réfugiés sur le territoire burundais causant ainsi une crise humanitaire qui affecterait la mise en œuvre de l’UNDAF et l’atteinte de ses résultats attendus.

***Le contexte sécuritaire pré- ou post-électoral au Burundi***

Des perturbations sécuritaires en période pré-ou post-électoral sont fréquentes au Burundi comme ailleurs en Afrique. Une perturbation de cette nature, si prolongée, pourraient affecter l’activité économique, entraver le mouvement des acteurs du développement et de l’humanitaire, et avoir une incidence négative sur les résultats du plan cadre.

***Catastrophes naturelles***

Le Burundi est régulièrement affecté par des catastrophes naturelles, en particulier des inondations et des périodes de sècheresse, qui entraînent des mouvements importants de population et des crises alimentaires. Ces catastrophes affectent tout particulièrement les populations les plus vulnérables pour lesquelles les appuis prévus dans ce plan cadre pourraient ne pas suffire pour en amortir l’impact.

1. CADRE BUDGETAIRE COMMUN, UNDAF 2019-2023

Le processus de budgétisation constitue une réponse intégrée du SNU aux requêtes du Burundi pour son développement économique et social et suit les normes de planification conjointe. L’estimation des budgets de chaque agence tient compte de la mise en œuvre de l’UNDAF au cours de la période 2012-2016 et de son Plan d’Action Conjoint 2017-2018. Les ressources financières sont réparties en deux catégories : celles qui sont disponibles au sein de chaque agence et celles qu’il reste à mobiliser. La disponibilité des ressources permettra une mise en œuvre effective des programmes conjoints conformément aux Plans d’Action Conjoint de l’UNDAF. La mobilisation des financements additionnels est du ressort de chaque agence.

## Budget estimatif

Le budget de l’UNDAF 2019-2023 fournit des indications sur la disponibilité des financements selon les programmes des agences résidentes ou non résidentes œuvrant dans le pays ainsi que le gap de financement pour la mobilisation des ressources conformément aux orientations de l’UNDG. De manière plus spécifique, pour chaque Effet, un budget a été construit pour la période de cinq ans.

**Tableau des Estimations budgétaires globales sur cinq années (2019-2023)**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Agences | 2019 | | 2020 | | 2021 | | 2022 | | 2023 | | TOTAL  (Millions de dollars) | | % | |
| ***RR*** | ***GAP*** | ***RR*** | ***GAP*** | ***RR*** | ***GAP*** | ***RR*** | ***GAP*** | ***RR*** | ***GAP*** | ***RR*** | ***GAP*** | ***RR*** | ***GAP*** |
| *OHCHR* |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| *FAO* | *5, 864* | *7,482* | *2,619* | *8,500* | *1,191* | *9,000* | *1,191* | *10,000* | *1,191* | *11,200* | *12, 1* | *46, 18* | *21* | *79* |
| *UNICEF* | *9.7* | *12.1* | *9.1* | *12.6* | *9* | *12.7* | *8* | *12.8* | *8* | *12.8* | *44* | *65* |  |  |
| *ONUWOMEN* | *1,719* | *0,516* | *1,719* | *0,516* | *1,719* | *0,516* | *1,719* | *0,516* | *1,719* | *0,516* | *8,59* | *2,28* |  |  |
| *ONUSIDA* | *0,270* | *0,080* | *0,270* | *0,080* | *0,300* | *0,150* | *0,300* | *0,150* | *0,300* | *0,150* | *2,050* | *0,610* | *70.3* | *29.7* |
| *UNFPA* | *1,46* | *4,5* | *1,46* | *4,2* | *1,46* | *4* | *1,46* | *3,8* | *1,46* | *3* | *7,3* | *19,5* | *27.2* | *72.8* |
| *PAM* | *6,6* | *50,4* | *5,1* | *53,2* |  |  |  |  |  |  | *11,7* | *102,6* | *10.2* | *89.8* |
| *OMS* | *0,45* |  | *0,585* |  | *0,7605* |  | *0,988* |  | *1,285* |  | *4,069* |  |  |  |
| *UNESCO* | *0,864* | *0,250* | *0,864* | *0,250* | *0,864* | *0,250* | *0,864* | *0,250* | *0,864* | *0,250* | *4,32* | *1,25* | *77,5* | *22,5* |
| *PNUD* | *11,261* | *33,708* | *11,261* | *33,708* | *11,261* | *4,321* | *11,261* | *4,321* | *11,261* | *4,321* | *56,31* | *80,38* | *41* | *59* |
| *UNHCR* | *7,346* | *7,350* | *7,346* | *7,350* | *7,346* | *7,350* | *7,346* | *7,350* | *7,346* | *7,35* | *36.73* | *36,75* | *50* | *50* |
| *UNOPS* |  | *2* |  | *2* |  | *2* |  | *3* |  | *3* | *0* | *12* | *0* | *100* |
| *UNHABITAT* |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| *UNCDF* | 1,073 |  | 1,073 |  | 1,073 |  | 1,073 |  | 1,073 |  | *5,367* |  | *100* |  |
| *UNV* | *0,198* |  | *0,198* |  | *0,198* |  | *0,198* |  | *0,198* |  | *0,99* | *0* | *100* | *0%* |
| *FIDA* | *12,670* | *0* | *16,589* | *0* | *21,275* | *0* | *20,161* | *0* | *11,219* | *0* | *81.91* | *0* | *100* | *0* |
| *OCHA* |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| *BIT* |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| *ONUDI* |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| *OIM* |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| TOTAL  (M USD) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | **263,34** | **365,94** | **41,85** | **58,15** |

## Modalités de suivi budgétaire

L’exécution budgétaire de chaque Effet de l’UNDAF sera assurée en lien avec les résultats définis dans les matrices de résultats et les Plans d’Action Conjoints de l’UNDAF. Les engagements financiers pris par chacune des agences, conformément à leurs mandats respectifs, serviront de référence pour la mise en œuvre de l’UNDAF. Chaque Groupe Effet a établi une estimation initiale qui fera l’objet d’ajustements ultérieurs en fonction de l’évolution du contexte prévalant dans le pays et des perspectives de mobilisation de ressources.

Le suivi de l’exécution budgétaire suivra les modalités suivantes

* Le partage d’information sera réalisé selon un calendrier établi par le PMT et les Groupes des Effets qui produiront la mise à jour de l’exécution budgétaire. La consolidation des informations sera faite par le Bureau du Coordonnateur Résident du SNU. L’Équipe Pays recevra les mises à jour validées par le PMT qui seront ensuite transmises aux autorités nationales.
* Le PMT s’appuiera sur les travaux de l’OMT en vue d’établir avec les Groupes Résultats/ Effets un plan de renforcement des capacités des partenaires nationaux et d’améliorer ainsi l’exécution budgétaire et selon les normes HACT et BOS.
* Lors de chaque revue annuelle conjointe SNU et Gouvernement, l’Équipe Pays, le PMT et les Groupes Effet, en collaboration avec les partenaires nationaux, feront l’analyse des progrès réalisés, des difficultés rencontrées et des ajustements à effectuer par chaque partie prenante et arrêteront les mesures à prendre de façon à mettre en œuvre les principes de transparence et de redevabilité.
* Chaque année, en fonction de l’état d’avancement de la mise en œuvre de l’UNDAF, le SNU et le Gouvernement pourront décider d’une re-priorisation dans l’exécution budgétaire afin d’éviter le morcellement des financements.

## Stratégie de financement de l’UNDAF 2019-2023 et de mobilisation de ressources

La stratégie de financement et de mobilisation des ressources au cours du cycle de programmation de l’UNDAF sera conjointement mise en œuvre par les agences en fonction de leur champ d’expertise respectif et des complémentarités programmatiques, conformément aux orientations de l’Équipe Pays. En accord avec le Gouvernement du Burundi et en tenant compte du contexte national et des procédures mises en place dans le cadre du PND et de la coordination des Partenaires au Développement, l’Équipe Pays effectuera des démarches afin de mobiliser des ressources sur certains aspects spécifiques de l’UNDAF.

Le financement de l’UNDAF sera relié aux résultats indiqués dans les matrices, en indiquant l’écart de financement à combler. Au cours de chaque revue annuelle, des ajustements pourront être apportés à la lumière de l’avancement de l’exécution budgétaire et des financements supplémentaires reçus par les agences et autorités nationales. Un dialogue constant sera établi avec le Gouvernement du Burundi conformément aux principes de responsabilité et de redevabilité mutuelles qui doivent prévaloir dans la mise en œuvre de l’UNDAF 2019-2023.

De manière plus spécifique, le document de Stratégie de mobilisation des ressources reposera sur les principes suivants : i) concertation sur les priorités de mobilisation de ressources au sein de l’Équipe Pays, ii) partage de connaissances en ce qui concerne les possibilités avérées de partenariats thématiques, iii) maintien d’un équilibre entre les urgences humanitaires et les programmes de développement conformément aux orientations du PND et de la réforme actuelle des Nations Unies. Les agences non résidentes seront associées au processus.

La stratégie de financement et de mobilisation de ressources fera l’objet d’une mise à jour tous les deux ans afin de pouvoir adapter les actions aux évolutions du contexte national.

1. PRINCIPES ET CADRE DE MISE EN ŒUVRE 2019-2023

* 1. Principes de mise en œuvre

**Gestion axée sur les résultats**

Afin de « ne laisser personne de côté », la gestion axée sur les résultats, qui constitue l’un des fondements de l’UNDAF, mettra en évidence les progrès réalisés dans l'amélioration des conditions de vie des populations particulièrement les plus vulnérables. Le SNU au Burundi s’engage à définir des résultats clairs et mesurables dans les domaines et zones d’interventions prioritaires, en précisant, à chaque fois, les ressources techniques et financières à mobiliser afin d’atteindre les résultats escomptés en lien avec les priorités nationales déclinées dans le PND. La matrice de résultats et le cadre de suivi-évaluation de l’UNDAF permettront de mesurer les résultats atteints et d’apporter les ajustements nécessaires lors des différentes revues de l’UNDAF.

**Partenariat stratégique**

Conformément à l’esprit des Objectifs de Développement Durables et de l’Agenda de développement 2030, le SNU au Burundi maintiendra et développera, dans un contexte marqué par une aide au développement en mutation, des partenariats porteurs d’innovations et d’inclusion à différents niveaux de façon à apporter une réponse cohérente et concertée aux grands défis du développement et atteindre ainsi les résultats escomptés.

L’UNDAF servira de levier pour favoriser des partenariats internes et externes qui combinent les bonnes pratiques, tant au niveau des agences du SNU, qu’au niveau interministériel et communautaire, de façon à créer des passerelles d’expériences et d’expertises pour le bien-être du peuple burundais, en veillant à « ne laisser personne de côté ». En interne, conformément au principe onusien « Tous Unis dans l’action », l’UNDAF favorisera les synergies et les complémentarités dans les interventions entre les agences, notamment par le biais de programmes conjoints dans les secteurs et les zones d’interventions d’intérêt commun.

Pour contribuer à la mise en œuvre de l’UNDAF, des partenariats « complémentaires » ou « opérationnels » seront établis avec les entités étatiques, le secteur privé y compris les femmes et jeunes entrepreneurs, les acteurs de la société civile notamment les organisations des femmes et des jeunes, les médias, les leaders communautaires et religieux, le monde académique, les institutions de recherche, et les associations de développement du monde rural.

Des synergies seront aussi recherchées avec des Partenaires au Développement afin d’optimiser les appuis et investissements complémentaires, assurer leur alignement sur les priorités nationales en matière de développement et renforcer les mécanismes nationaux de consolidation de la paix, de résilience des communautés et de développement durable.

En encourageant des partenariats Sud-Sud, Triangulaire et Publics-Privés et des partenariats avec des partenaires non traditionnels, l’UNDAF contribuera à créer des dynamiques de collaboration notamment pour le renforcement de capacités, les échanges de connaissances et d’expériences, les transferts de technologie, le financement, le soutien par les pairs dans l’esprit de « *do no harm* » et de non-risques pour les populations et les groupes vulnérables. Les initiatives régionales et sous régionales en matière de développement et de résilience seront intégrées dans le cadre de partenariats élargis.

**Programmation conjointe**

Le SNU au Burundi accordera une attention toute particulière au respect des complémentarités entre les agences et les secteurs et à la création de passerelles entre les programmes de développement, les programmes humanitaires et ceux visant à consolider la paix, en application des principes de la nouvelle façon de travailler « *New Way of Working* » et de ceux d’ « Unis dans l’action ».

La programmation conjointe se fera via i) des Plans de travail conjoints dotés d’un budget commun, élaborés spécifiquement pour la réalisation des produits d’un ou de plusieurs Effets impliquant plusieurs agences du SNU et ii) sous la forme de Programmes/projets conjoints impliquant au moins deux agences visant à relever des défis communs dans les zones prioritaires en fonction de leurs avantages comparatifs. L’ensemble de ces programmes conjoints seront identifiés et élaborés par les Groupes de Résultats/Effets sous le leadership du PMT et en étroite collaboration avec les partenaires d’exécution nationaux. Ils seront ensuite validés par l’Equipe pays des Nations Unies.

Le développement de programmes conjoints conduira à renforcer la cohérence des actions et la concertation entre les agences du SNU Burundi et les ministères concernés. Il permettra, également, un usage plus rationnel et transparent des ressources humaines, techniques et financières dont dispose le SNU Burundi. Enfin, il conduira à réduire les coûts de transaction pour les partenaires nationaux et internationaux et facilitera la mise en place d’un cadre de redevabilité.

Des missions conjointes réunissant les Groupes de Résultats/Effets et les autorités nationales seront organisées sur la base d’une planification préalable avec un calendrier semestriel et un cadre commun de rapportage. Les rapports produits dans le cadre de ces missions seront partagés à l’ensemble des agences et des partenaires nationaux associés.

Les modalités de financements des programmes conjoints pourront inclure un financement groupé (*pull fund*) et l’établissement des liens programmatiques et financiers avec des Partenaires au Développement selon les priorités de programmes d’investissements dans le pays.

**Stratégie de communication**

Conformément aux principes de « Tous Unis dans l’action » et de « Unie dans la communication » ainsi que à ceux de la nouvelle façon de travailler (*New way of working*), le SNU développera une Stratégie de communication pour accompagner la mise en œuvre de l’UNDAF. Cette stratégie sera placée sous l’égide du Groupe de Communication Inter-agences et le leadership de Coordonnateur Résident et de l’Équipe de Pays des Nations Unies. Elle comprendra un plan d’action pour la période de mise en œuvre de l’UNDAF, avec pour objectifs de renforcer le positionnement du SNU comme un partenaire clé au développement du Burundi, de promouvoir les avancées de l’UNDAF avec les partenaires nationaux et de faire le plaidoyer auprès de différentes instances en vue d’obtenir des appuis ainsi que l’adhésion de tous les partenaires et bénéficiaires sur des objectifs et résultats attendus.

**Développement et renforcement des capacités**

Dans le cadre de l’accompagnement du pays pour la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable le PND et l’UNDAF, le SNU privilégiera le développement et le renforcement des capacités et expertises nationales, tant dans le domaine du développement que dans celui de l’humanitaire. Il visera, non seulement, à améliorer les compétences, les connaissances et les performances individuelles, collectives, et institutionnelles mais aussi à favoriser l'appropriation, le leadership et la diversification des partenariats.

Le renforcement des capacités facilitera également la mise en place d’un environnement favorable aux dialogues sur les politiques, les stratégies et les plans d’action visant à « ne laisser personne de côté ». En cas de besoin, des membres du personnel du SNU pourront être détachés auprès des Ministères afin de renforcer les capacités nationales et le transfert d’expertise.

Compte tenu du fait que la production et la mise à disposition de données fiables et de qualité, ventilées par sexe, âge, origine ethnique, statut migratoire, handicap, localisation géographique et autres caractéristiques pertinentes sont des préalables pour le suivi de la mise en œuvre des ODD, du PND et de l’UNDAF qui en découlent, le SNU au Burundi intensifiera les initiatives existantes visant à renforcer les capacités de production statistique dans le pays.

**Cohérence de l’assistance au développement**

Dans les domaines où les agences des Nations Unies ont démontré un avantage comparatif, l’appui sera apporté aux différents secteurs en vue d’accompagner les processus d’élaboration, de révision, de mise en œuvre et de suivi des politiques, stratégies et programmes en lien avec les engagements internationaux et régionaux pris par le Burundi.

Le SNU privilégiera les appuis à la coordination des efforts du Gouvernement et des contributions de la communauté internationale pour le développement humain, la résilience, la cohésion sociale, le développement durable et la réponse rapide aux urgences et catastrophes. Il mènera aussi des actions de plaidoyer auprès du Gouvernement et des autres partenaires sur des thématiques importantes pour le Burundi et les Nations Unies.

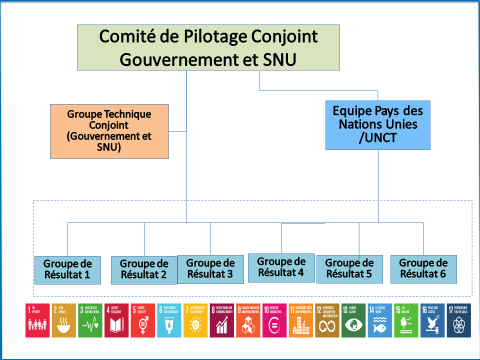
**Information, prévention et gestion des risques**

L’UNDAF prend en compte les différents risques auxquels est confronté le Burundi de façon à permettre, en étroite collaboration avec le Gouvernement, à prévenir et répondre aux différentes crises et chocs pour soutenir les populations concernées en temps approprié.

Les Groupes Effets et le Groupe technique conjoint joueront un rôle important dans l’analyse des risques, l’appréciation de leurs impacts sur la mise en œuvre de l’UNDAF et dans la mise en complémentarité des ressources. La démarche à la fois sectorielle et multidimensionnelle intégrant l’approche de résilience sera privilégiée pour préserver les acquis en matière de développement et renforcer la coordination des actions face aux catastrophes et chocs.

Le SNU Burundi apportera en temps opportun une réponse flexible et adaptée et contribuera au plaidoyer auprès de l’ensemble des Partenaires au Développement. Les ODD, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, l'Accord de Paris ainsi que d’autres accords internationaux et régionaux de prévention et de gestion des risques serviront de points de référence.

* 1. Cadre de coordination de la mise en œuvre



**Le Comité de Pilotage Conjoint** sera chargé de la coordination globale de la mise en œuvre de l’UNDAF 2019-2023. Il sera composé par de hauts représentants du Gouvernement et des Chefs d’Agences du SNU et co-présidé par le Ministre ayant en charge la coopération au développement et le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Burundi. Le Comité de Pilotage Conjoint agira comme instance d’orientation stratégique et de prise de décisions pour la bonne mise en œuvre de l’UNDAF en liens programmatiques avec le PND. Il soutiendra les démarches de partenariats avec les ministères impliqués dans la mise en œuvre de l’UNDAF et la stratégie de mobilisation de ressources.

**L’Équipe Pays des Nations Unies (UNCT),** placé sous le leadership du Coordonnateur Résident, constitue l’instance interne de prise décisions stratégiques. Elle est chargée de fournir l’orientation d’ensemble requise pour l'efficacité des interventions des agences, fonds et programmes résidents et non-résidents. Elle dirige le processus de planification, de mise en œuvre et de suivi de l’UNDAF et des programmes conjoints, en conformité avec les recommandations et décisions du Comité de pilotage conjoint, et identifie les possibilités de mobilisation conjointe des ressources pour l'ensemble du programme du SNU au Burundi.

**Le Groupe Technique Conjoint (GTC)**, composé des experts techniques du Ministère en charge de la coopération, de la Coordination du SNU et du PMT assure la coordination technique de la mise en œuvre de l’UNDAF ainsi que le Secrétariat Technique du Comité de Pilotage Conjoint. Ce groupe est co-présidé par le Directeur général en charge de la coopération et le Lead de Équipe de Gestion des Programmes des Nations Unies (PMT).

**Les Groupes de Résultats/Effets** serviront de mécanisme opérationnel pour la coordination sectorielle, la conduite des analyses, l’identification de potentiels partenariats stratégiques, la gestion et le suivi-évaluation des interventions concernant les effets et produits de l’UNDAF ainsi que les principes de programmation conjointe du Système des Nations Unies. Chaque groupe de Résultat/Effet sera présidé par un Chef d'Agence conformément aux procédures définies par l’approche de Tous Unis dans l’Action (Delivering as One).

D’autres mécanismes sont prévus au niveau interne du Système des Nations Unies.

***L’Equipe de Gestion des Programmes (PMT)*** sera responsable du développement, de la planification, de l’exécution et du suivi des activités liées à l’UNDAF et aux programmes conjoints.

***L’Equipe de Gestion des Opérations (OMT)*** sera chargé du renforcement des processus opérationnels, la simplification des procédures et la réduction des coûts de transaction.

***Le Groupe Inter-agences de Communication (GIC)*** permettra la visibilité et la lisibilité des interventions du SNU à travers des actions d’information, de sensibilisation et de mobilisation.

***Le Groupe Inter-agences de Suivi-Evaluation (GISE)***, composés des experts en suivi-évaluation des agences du SNU et relevant directement du PMT, sera chargé de suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l’UNDAF, en se basant sur son Cadre de suivi et évaluation et aux outils de collecte des données convenus.

***Les Groupes Transversaux*** seront chargés de la veille programmatique en vue de s’assurer i) de la prise en compte des Droits de l’Homme, du Genre et du VIH dans le cycle de programmation afin de ne laisser personne de côté et ii) de renforcer la redevabilité et la responsabilité mutuelle conformément aux engagements internationaux pris par le Gouvernement burundais.

***Le Bureau du Coordonnateur Résident du SNU***, en plus de son rôle élargi défini dans les réformes actuelles du Système des Nations Unies, apportera appui technique et stratégique à tous les groupes de gestion et de suivi de la mise en œuvre de l’UNDAF.

## SUIVI ET EVALUATION DE L’UNDAF 2019 – 2023

Le suivi et l’évaluation de l’UNDAF seront alignés et menés en coordination dans la mesure du possible à l’exercice de suivi-évaluation du PND. La participation des Nations Unies à la définition du cadre de suivi et d’évaluation du PND facilitera la mise en cohérence des indicateurs de suivi de l’UNDAF 2019-2023 avec ceux du PND. La création d’une plate-forme en ligne, simple d’usage et facile d’accès, permettra de partager des informations et de faire le suivi des décisions, de manière régulière.

La ligne de rapportage GISE, PMT et UNCT permettra d’établir la circulation de l’information entre les différents organes de la mise en œuvre. Le GISE développera et fera approuver, par le PMT et le Comité de Pilotage Conjoint, les outils de suivi annuel des progrès vers les résultats escomptés. Le SNU poursuivra ses efforts en faveur du renforcement des capacités des institutions nationales centrales et sectorielles chargées de produire et de diffuser les informations statistiques dont l’ISTEEBU afin qu’elles puissent contribuer activement à la mise en œuvre de l’UNDAF et du PND.

Le suivi des progrès en matière de résultats se fera en utilisant les indicateurs définis dans la matrice des résultats et conformément au plan de S & E élaboré à cet effet. . Les données utilisées pour les indicateurs de résultats seront, en grande partie, tirées des sources nationales. Comme ces données servent principalement à mesurer les résultats nationaux, le suivi et l’évaluation des contributions propres aux SNU se fera uniquement au niveau des résultats, pour lesquels des indicateurs ont été spécifiquement développés

Afin d'évaluer l'impact plus large des contributions du SNU au développement socio-économique du Burundi un certain nombre d'indicateurs d'impact liés aux ODD seront également élaborés. Pour chaque indicateur de résultat dans la matrice des résultats, une note technique sera élaborée avec une description détaillée de l'indicateur, sa raison d'être, la nature, la fréquence et la source des données qui devront être collectées.

Elle précisera également quel organisme des Nations Unies sera chargée de collecter les données, de préparer un rapport, en indiquant notamment le taux de livraison financière. Le statut de chaque indicateur sera complété par un résumé narratif analytique au niveau du groupe Effet qui décrit les progrès par rapport aux résultats attendus en tenant compte du niveau de l'intégration de thèmes transversaux dans les activités de programmation et de décaissement financier.

Le schéma ci-dessous résume le processus de suivi-évaluation :

Le Groupe Technique Conjoint (GTC) sera chargé du suivi de la mise en œuvre opérationnelle de l’UNDAF au niveau de chaque effet. Il sera redynamisé et sera responsables du suivi de la collecte des données (i) de la mise en œuvre des activités (coûts, durées et niveau d’exécution), (ii) d’analyse des statuts des indicateurs au niveau des résultats (Produits et Effets) et de iii) produire des rapports annuels sur le niveau d’atteinte des résultats stratégiques.

Les structures nationales de production, d’élaboration et de diffusion de l’information statistique seront renforcées afin qu’elles puissent fournir, en temps utile, les données nécessaires au suivi de la mise œuvre du PND et de l’UNDAF et leurs Cadre de Suivi-évaluation.

La collaboration entre le Bureau du Coordonnateur Résident et le GISE sera renforcée pour permettre de : i) mettre à jour les outils de suivi et d’évaluation disponibles pour utilisation par le Groupe Technique Conjoint de mise en œuvre ; ii) élaborer un plan de suivi et d’évaluation détaillé précisant clairement les besoins en terme de de collecte de données en appui aux différentes revues de l’UNDAF; iii) animer des séances de mise à niveau en suivi-évaluation aux membres des différents groupes de suivi de l’UNDAF et des chargés de Programmes SNU et des Institutions Nationales en cas de besoin; iv) faciliter la communication et la collaboration entre les structures nationales pour la collecte et la transmission des données aux Comités Techniques Conjoints de mise en œuvre et v) faciliter les différentes revues et évaluation finale de l’UNDAF.

La revue annuelle visera l’examen, par le Comité de Pilotage Conjoint (Gouvernement et Système des Nations Unies) des progrès vers l’atteinte des résultats du Plan d’Action Conjoint de l’UNDAF en cours d’exécution. Cet examen aura aussi comme finalité d’identifier les goulots d’étranglement, de vérifier les hypothèses formulées et le niveau d’atténuation des risques pressenties dans la perspective d’améliorer la mise en œuvre de l’UNDAF au cours de l’année suivante. Il est préférable que la revue annuelle se tienne à la fin de l’année pour permettre le démarrage de la mise en œuvre pour l’année suivante.

Le SNU procèdera également à une revue à mi-parcours de l’UNDAF en vue d’apprécier l’état d’avancement de sa mise en œuvre ainsi que des progrès réalisés vers l’atteinte des résultats aussi bien au niveau des Produits que des Effets. Cette évaluation ou revue à mi-parcours permettra également de réévaluer les risques et d’apprécier le contexte économique, politique, social et sécuritaire de l’environnement dans lequel est mise en œuvre l’UNDAF en vue des réajustements programmatiques éventuels nécessaires pour maximiser les chances d’atteinte des résultats à termes.

Enfin, à la fin de l’avant-dernière année du cycle (novembre 2022), le Gouvernement et le SNU commanditeront une évaluation finale et indépendante de l’UNDAF afin d’apprécier la pertinence, l'efficience, l'efficacité, l'impact et la durabilité de la contribution du Système des Nations Unies aux priorités nationales. Cette évaluation prendra en compte les éléments de la dernière revue annuelle, et fournira l’occasion d’ajuster les stratégies de mise en œuvre de l’UNDAF, mais aussi d’orienter les choix stratégiques et les approches à privilégier dans le cadre de la préparation du futur document d’appui du SNU au Gouvernement.

## ANNEXE

## Annexe 1 : Alignement aux priorités nationales et aux ODD

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| EFFETS | Axes du PND | Référence CIBLES ODD |
| Personnes - Effet Éducation | | |
| Effet 1 : *D’ici 2023, les filles et garçons accèdent équitablement à une éducation de qualité, avec un accent particulier sur le cycle fondamental et les possibilités d’apprentissage toute au long de la vie.* | Education et formation  Dividende démographique  Emploi décent et jeunesse | https://www.eda.admin.ch/content/dam/agenda2030/Images/Home/Ziele/Die-17-Ziele-fuer-nachhaltige-Entwicklung/F_SDG_Icons-01-04.jpg/_jcr_content/renditions/original |
| Effet. Santé, Nutrition, Eau, Hygiène et Assainissement | | |
| Effet 2 *: D’ici 2023, les hommes, les femmes, les filles et garçons, en particulier les plus vulnérables, accèdent de manière équitable aux services de qualité de santé, de lutte contre le VIH et la malnutrition et accèdent à l’eau, aux services d’hygiène et d’assainissement de qualité contribuant à la couverture sanitaire universelle* | Santé  Dividende démographique  Ressource en eau et assainissement global  Développement des Infrastructures d’appui à la production (Energie, Eau potable, Transport, TIC.) | https://www.eda.admin.ch/content/dam/agenda2030/Images/Home/Ziele/Die-17-Ziele-fuer-nachhaltige-Entwicklung/F_SDG_Icons-01-06.jpg/_jcr_content/renditions/original |
| Effet Autonomisation des Femmes et Protection Sociale | | |
| Effet 3 : *Les femmes et les jeunes, particulièrement les plus vulnérables sont autonomisées à travers (1) une intégration socioéconomique et politique accrue et (2) une protection sociale* | Protection sociale  Emploi décent et jeunesse |  |
| Planète- Effet Gestion des Ressources naturelles, crises et Résilience communautaire | | |
| Effet 4 : *D’ici 2023, les autorités nationales et décentralisées adoptent et appliquent des mécanismes de gestion et prévention des risques de catastrophes, de gestion durable des Ressources Naturelles (eau, terre, forêt) de mitigation et d’adaptation aux changements climatiques et de protection des écosystèmes pour assurer une meilleure résilience des communautés.* | Gestion durable de l'environnement  Aménagement du territoire  Adaptation au changement climatique | https://www.eda.admin.ch/content/dam/agenda2030/Images/Home/Ziele/Die-17-Ziele-fuer-nachhaltige-Entwicklung/F_SDG_Icons-01-15.jpg/_jcr_content/renditions/originalhttps://www.eda.admin.ch/content/dam/agenda2030/Images/Home/Ziele/Die-17-Ziele-fuer-nachhaltige-Entwicklung/F_SDG_Icons-01-07.jpg/_jcr_content/renditions/original |
| Prospérité- Effet Sécurité alimentaire et productions agropastorales | | |
| Effet 5 :*. D’ici 2023, les hommes et les femmes en particulier les plus vulnérables accèdent équitablement aux moyens de production pour accroitre les rendements et les revenus générés par une production agro-sylvo-zootechnique innovante et respectueuse de l’environnement contribuant à leur sécurité alimentaire et nutritionnelle* | Agriculture, élevage et sécurité alimentaire  Développement des infrastructures d’appui à la production  Emploi décent et jeunesse  Dividende démographique  Gestion durable de l'environnement | https://www.eda.admin.ch/content/dam/agenda2030/Images/Home/Ziele/Die-17-Ziele-fuer-nachhaltige-Entwicklung/F_SDG_Icons-01-02.jpg/_jcr_content/renditions/original https://www.eda.admin.ch/content/dam/agenda2030/Images/Home/Ziele/Die-17-Ziele-fuer-nachhaltige-Entwicklung/F_SDG_Icons-01-01.jpg/_jcr_content/renditions/original  ODD 5, ODD 8, ODD 12  https://www.eda.admin.ch/content/dam/agenda2030/Images/Home/Ziele/Die-17-Ziele-fuer-nachhaltige-Entwicklung/F_SDG_Icons-01-09.jpg/_jcr_content/renditions/original |
| Paix – Effet : Paix et État de droit | | |
| Effet 6 : *D’ici 2023, les femmes et les hommes, de tout âge et particulièrement les groupes vulnérables accèdent équitablement aux services d’institutions et aux mécanismes communautaires qui garantissent la redevabilité, la paix, l’égalité du genre, la justice, et le respect des droits de l’homme de manière efficace, indépendante et transparente.* | Gouvernance et droits humains  Défenses et Sécurité | https://www.eda.admin.ch/content/dam/agenda2030/Images/Home/Ziele/Die-17-Ziele-fuer-nachhaltige-Entwicklung/F_SDG_Icons-01-16.jpg/_jcr_content/renditions/originalhttps://www.eda.admin.ch/content/dam/agenda2030/Images/Home/Ziele/Die-17-Ziele-fuer-nachhaltige-Entwicklung/F_SDG_Icons-01-17.jpg/_jcr_content/renditions/original |

**Annexe 2- Matrice des résultats de l’UNDAF 2019-2023**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Priorités nationales : Vision 2025 ; rapport de priorisation des ODD ; Plan National de Développement 2018-2027** | | | | | |
| **Objectifs de Développement Durable: 2 - 3 - 4 - 5 - 6 - 8 - 9** | | | | | |
| **Cadre Budgétaire Commun** | | | | | |
| **Budget indicatif du Pilier PERSONNE 2019-2023 (INCLUSION – DIGNITE – EGALITE)** | | | | | |
| **BUDGET TOTAL (Million USD)** | | **Ressources Régulières**  **(Million USD)** | | **Ressources à Mobiliser**  **(Million USD)** | |
|  | |  | |  | |
| **EFFETS / PRODUITS** | **Indicateurs Effets/ Produits** | **Base** | **Cible** | **Moyen de Verification/ Source** | **SNU & Partenaires** |
| **EFFET 1 : D’ici 2023, les filles et garçons bénéficient équitablement d’une éducation de qualité, avec un accent particulier sur le cycle fondamental, et les possibilités d’apprentissage tout au long de la vie.** | 1.1- Taux d’achèvement du cycle fondamental | 47,5% (G: 46,5%; F: 48,5%) (2016) | 53,30% | SIGE ; Annuaire statistique du MEFTP, PASEC | ASNU: UNICEF, UNFPA UNESCO;  PARTENAIRES: Ministère de l’Education, de la Formation technique et professionnelle (MEFTP) |
| 1.2- Taux de rétention scolaire au fondamental | 37,3% (G : 36,2% ; F : 38,5%) (2016) | 47% |
| 1.3- Taux Net de Scolarisation au cycle 4 (7-9e) de l’enseignement fondamental (12-14 ANS) | 11,7% (G : 10.3 ; F : 13.2%) (2016) | AD |
| 1.4. % d’élèves de l’éducation fondamentale ayant réussi les examens du PASEC chaque année | 50% (2014) | 70% |
| **Produit 1.1: Toutes les directions nationales et déconcentrées de l’Education maitrisent les outils et instruments de planification, gestion et pilotage du système éducatif de manière efficiente** | 1.1.1- Nombre de zones cibles qui applique le cadre de suivi et de gestion | ND (2018) | 18 | Rapport d’activités du MEFTP | ASNU: UNICEF ; UNESCO; PARTENAIRES: MEFTP |
| 1.1.2- Nombre de révisions de la carte scolaire par an sur base de la concentration démographique | 0 (2018) | 2 |
| 1.1.3-1 (2018)  Nombre de rapports trimestriels produit par le SIGE sur la performance des indicateurs cles dans toutes les provinces, inclus les indicateurs d’éducation en situation d’urgence | 1 (2018) | 4/an |
| **Produit 1.2 : Les enfants garçons et filles accèdent à l’éducation préscolaire et fondamentale de qualité selon l’âge requis** | 1.2.1- Proportion de filles et garçons ayant fréquenté le préscolaire qui entrent à l’école fondamental | 9% (2014) | AD | SIGE ; | ASNU: UNICEF UNESCO; PARTENAIRES: MEFTP |
| 1.2.2- Ratio élève/salle de classe | 74 (C1-C3) ; 71 (C4) (2016) | 74 (C1-C3) ; 71 (C4) |
| 1.2.3- Ratio élèves/enseignant | 56 (C1-C3) (2017) | 54 |
| **Produit 1.3 : Les enfants filles et garçons, ont accès à un environnement scolaire protecteur, non discriminatoire et inclusif** | 1.3.1- Nombre d’apprenants participant au développement des compétences de vie courante | AD (2018) | AD | Rapport d’activités du MEFTP | ASNU: UNICEF ; UNESCO; UNFPA PARTENAIRES: MEFTP |
| 1.3.2- Proportion d’écoles répondant aux normes et standards de constructions scolaires | 25% (2018) | AD |
| 1.3.3- Proportion d’écoles disposant d'infrastructures sanitaires eau/hygiène et assainissement adéquates et fonctionnelles | 49% (2017) | 69% |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Produit 1.4 : Les encadreurs du préscolaire et les enseignants ont les compétences pédagogiques exigées par la réforme du fondamental pour une gestion participative intégrant la résilience en réponse aux chocs et catastrophes** | 1.4.1- Nombre d’enseignants du fondamental maîtrisant le nouveau curriculum du fondamental | AD (2018) | AD | Rapport d’activités du MEFTP | ASNU: UNICEF UNESCO; UNFPA PARTENAIRES: MEFTP |
| 1.4.2- Proportion d’enseignants qui appliquent les méthodologies pédagogiques centrées sur l’apprenant | AD (2018) | AD |
|  |  |  |  |  |  |
| **Effet 2 : D’ici 2023, les hommes, les femmes, les filles et garçons, en particulier les plus vulnérables, bénéficient de manière équitable aux services de qualité de santé, de lutte contre le VIH et la malnutrition et accèdent à l’eau, aux services d’hygiène et d’assainissement contribuant à la couverture sanitaire universelle.** | 2.1- Ratio de mortalité maternelle | 334/100 000 NV  (2016/2017) | 140/100 000 NV | EDSB-III 2016-2017  Rapport Annuel MSPLS | ASNU: UNFPA OMS; UNICEF; ONUSIDA ; PAM ; OIM  PARTENAIRES: Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA (MSPLS) |
| 2.2- Taux de mortalité des enfants de 5 ans (néonatale, infantile et infanto-juvénile) et | (2017) |  |
| *2.2-a Infanto-juvénile* | 78/1000 NV | 53/1000 NV |
| *2.2-b Infantile* | 47/1000 NV | 32/1000 NV |
| *2.2-c Néo-natale* | 23/1000 NV | 19/1000 NV |
| 2.3- Taux des décès prématurés liés aux maladies chroniques non transmissibles (malnutrition, diabète, Hypertension artérielle, broncho-pneumopathies chroniques obstructives et cancers) | 3,24‰ chez la femme  4,55‰ chez l’homme (2017) | 1,944‰ chez la femme  2,73‰ chez l’homme |
| 2.4. Taux de malnutrition chronique | 56% (2017) | 48% |  |
| **Produit 2.1 : Les hommes et les femmes, filles et garçons en particulier les plus vulnérables ont un accès équitable et durable aux services de santé, de lutte contre le VIH, le paludisme et la malnutrition, complets et de qualité adaptée à leurs besoins y compris en situation d’urgence** | 2.1.1- Indice de couverture des services de santé essentiels | 43 (2016) | 80 | Portail OMS-Banque Mondiale  Annuaire statistique MSPLS  Rapport SPECTRUM ONUSIDA | ASNU: OMS. UNICEF; UNFPA; ONUSIDA; OIM PARTENAIRES: MSPLS; |
| 2.1.2- Taux d’achèvement des cibles ONUSIDA (3X90) niveau national et provincial (Connaissance du statut sérologique, Couverture ARV et Taux de suppression de la charge virale) | (75%/72%/29% (2016) | (90%/90%/ 90%) |
| 2.1.3- Nombre de FOSA offrant des Soins Obstétricaux et Néonatals d’Urgence (SONUB/ SONUC) | 7/23 (2017) : | 100/52 : |
| 2.1.4. Taux de couverture du vaccin contre le cancer du col de l’utérus (HPV) parmi les adolescentes | TBD (2017) | 90% |
| 2.1.5. Taux d’incidence du paludisme pour 1000 habitants | 815/1000 (2017) | 326/1000 |
| **Produit 2.2 : Les hommes et les femmes de tout âge particulièrement les plus vulnérables ont un accès équitable et durable aux services d’eau, d’hygiène et assainissement de qualité adaptés à leurs besoins** | 2.2.1- Proportion de formations sanitaires disposant d'infrastructures sanitaires eau/hygiène et assainissement adéquates et fonctionnelles toute l’année | 4% (2017) | 20% | Annuaire statistique MSPLS | ASNU: UNICEF; OMS; UNFPA; OIM PARTENAIRES: MSPLS; |
| 2.1.2- Proportion des ménages ayant à une source d’eau améliorée située à une distance ne dépassant pas les 30 minutes de trajet aller-retour | 48% (2016-2017) | 53% |
| **Produit 2.3 : Les femmes enceintes et allaitantes, les adolescentes et les enfants de moins de cinq ans ont un accès aux interventions multisectorielles de nutrition dans le cadre de la lutte contre toutes les formes de malnutrition** | 2.3.1- % des formations sanitaires disposant des services de prise en charge des enfants malnutris | 18 (2017) | 50 | Annuaire statistique MSPLS | ASNU: UNICEF; OMS; PAM; UNFPA PARTENAIRES: MSPLS |
| 2.3.2- Taux de malnutrition aiguë sévère chez les enfants de moins de 5ans | 5% (2018) | <4% | Rapport d'activités MSPLS/PNSR |
| 2.3.3- Proportion de femmes enceintes supplémentées en Fer/Acide Folique | 47.2 %(EDS2016-2017) | 80% | Enquête SMART |
| 2.3.4- % de femmes de 15-49 ans avec déficience énergétique chronique | 19 % (EDS2016-2017) | 14% |
| **Produit 2.4 : Les hommes et les femmes en âge de procréer particulièrement les plus vulnérables ont un accès équitable aux services intégrés de Planification Familiale pour contribuer à l’atteinte des bénéfices des dividendes démographiques** | 2.4.1- Nombre de formations sanitaires offrant des services adaptés aux besoins des adolescents et jeunes | 18 (2017) | 50 | Enquête SPSR | ASNU: UNFPA; OMS; PARTENAIRES: MSPLS; |
| 2.4.2- Proportion des structures sanitaires n’ayant pas connu une rupture de stock en contraceptifs | 62,1% (2017) | 80% | Rapport d'activités MSPLS/PNSR |
| 2.4.3- Nombre de nouvelles utilisatrices de méthodes contraceptives modernes | 580 181 (2017) | 780 181 | Annuaire statistique MSPLS |
| **Produit 2.5 : Les autorités nationales disposent de capacités renforcées pour assurer une coordination multisectorielle efficiente du secteur de la santé y compris en situation d’urgence** | 2.5.1 Score de performance du RSI (capacités institutionnelles essentielles de mise en œuvre du RSI et de préparation à faire face aux urgences de santé publique) | 10% (2017) | 80% | Rapport de revue du secteur  Rapport OMS d’évaluation externe conjointe du RSI (2005) /Rapport de revue ad hoc (Ebola, etc.) / Rapports d’enquêtes spéciales (Exemple STEPS pour les maladies chroniques), EDS | ASNU: OMS; UNFPA; UNICEF; OIM, UNHCR, ONUSIDA PARTENAIRES: MSPLS; |
| 2.5.2- Nombre de stratégie/plan sectoriel développé/actualisé | 0(2017) | 2 |
| 2.5.3 Taux de prévalence des facteurs de risque/Déterminants sociaux responsables de l’excès de mortalité/décès évitables :   1. % des fumeurs de n’importe quel type de tabac dans la population de 15-49 ans 2. Pourcentage de femmes de 15-49 ans qui consomment de boissons alcoolisées 3. Proportion d’enfants de 6–23 mois qui ont reçu l’apport alimentaire minimum acceptable (Conformément aux 3 pratiques optimales de l’alimentation du nourrisson et du jeune enfant) | 13,7% Chez les hommes  1,4% chez les femmes  47,8% chez les femmes (EDS III 2016-2017)  10% | 6,85%  0,7%  38,24%  50% |
|  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Effet 3:** D’ici 2023 davantage de femmes, de jeunes et de groupes vulnérables sont intégrés aux niveaux socioéconomique, politique et bénéficient de mesures de protection sociale | 3.1- % de sièges occupés par les femmes au parlement | Gouvernement : 23%; Parlement : 30%; Sénat : 45%. (2018) | Gouvernement : 30%; Parlement : 35%; Sénat : 50% | Rapport ISTEEBU | ASNU: UNWOMEN; PAM ; INICEF ; FAO ; UNCHR ; OIM ; PNUD ; PARTENAIRES: Min Fin; Mini Agri; Intérieur; Min Droits de la Personne Humaine |
| 3.2- Montant du budget national par tête en US$ consacré à la protection sociale non contributive | 2 USD (2017) | 5 USD | Loi/rapport d’exécution budgétaire ; Revue du secteur | ASNU: PAM; UNICEF; FAO; UNHCR; OIM |
| 3.3- % du budget national investi dans les programmes d’autonomisation des femmes | 0,14% (2018) | AD |
| **Produit 3.1 : Les femmes et les jeunes, ont un accès à des services et des mécanismes efficaces de protection sociale** | 3.1.1- Proportion de communes ayant intégré la protection sociale dans les PCDC | 0% (2017) | 16% | Revue du secteur | ASNU: PAM; UNICEF; FAO; UNHCR; OIM |
| 3.1.2- Nombre de ménages bénéficiaires des programmes de transferts | AD | AD | Revue du secteur | ASNU: PAM; UNICEF; FAO; UNHCR; OIM |
| **Produit 3.2 : Les femmes, les jeunes et les groupes les plus vulnérables améliorent leurs sources de revenus par le développement des moyens d’existence dans des filières innovantes.** | 3.2.1- % de femmes et jeunes ayant accès aux services financiers et non financiers dans les zones cibles | 7,9% (2012) | 10% | Revue du secteur | ASNU: UNW; OIM PARTENAIRES: Min Fin; Mini Agri; Intérieur; Min Droits de la Personne Humaine |
| 3.2.2- % des AGRs dirigées par les femmes/jeunes | 14% (2018) | 25% |
| **Produit 3.3 : Les femmes et jeunes particulièrement les plus vulnérables sont impliqués dans les structures collinaires/communales et coopératives** | 3.3.1- % de femmes qui président les conseils communaux | 32,7% (2016) | 35% | Rapport ISTEEBU/ Ministère de la Décentralisation | ASNU: UNW; OIM  PNUD; UNICEF PARTENAIRES: Min Décentralisation |
| 3.3.2- % de femmes et de jeunes participant dans les comités de développement communautaires (colline, commune et province) | 30% (2017) | 45% |
| 3.3.3- nombre de femmes/jeunes qui intègrent les coopératives de production et services | 30% (2017) | 45% |
| **Produit 3.4 : Les femmes, les hommes et les jeunes ont de meilleurs accès aux services de prise en charge des VBG** | 3.4.1- % d’hôpitaux publics et centres spécialisés qui fournissent des services complets de lutte contre les violences sexistes contre les femmes et les filles | 74% (2017) | 100% | Annuaire statistique MSPLS | ASNU: UNW; OIM ; UNFPA ; UNICEF ; PNUD ; UNHCR  Ministère des Droits de la Personne Humaine, des Affaires sociales et du Genre(MDPHASG)   MSPLS |
| 3.4.2- Nombre de cas de VBG rapportés dans les CDFC au cours des 12 derniers mois. | 22 482 (2016) | 30 000 | Rapport ISTEEBU/ Ministère de la Décentralisation |
| 3.4.3- Nombre d’hommes et de femmes victimes de VBG pris en charge médicalement et psychologiquement par les hôpitaux publics disposant de services spécialisés | 296 (2017) | 414 | Annuaire statistique MSPLS |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Priorité nationale : Vision 2025 ; rapport de priorisation des ODD; Plan National de Développement 2018-2027** | | | | | |
| **Objectifs de Développement Durable: 1 - 2 - 5 - 8 - 9 - 12 - 13** | | | | | |
| **Cadre Budgétaire Commun** | | | | | |
| **Budget indicatif du Pilier PROSPERITE 2019-2023 (TRANSFORMATION - DURABILITE)** | | | | | |
| **BUDGET TOTAL (Million USD)** | | **Ressources Régulières**  **(Million USD)** | | **Ressources à Mobiliser**  **(Million USD)** | |
|  | |  | |  | |
| **EFFETS / PRODUITS** | **Indicateurs Effets/ Produits** | **Base** | **Cible** | **Moyen de Verification/ Source** | **SNU & Partenaires** |
| **Effet 4 : D’ici 2023, les autorités nationales et décentralisées adoptent et appliquent des mécanismes de gestion et prévention des crises risques de catastrophes, de gestion durable des RN (eau, terre, foret), de mitigation et d’adaptation aux changements climatiques et de protection des écosystèmes pour assurer une meilleure résilience des communautés.** | 4.1- Taux de couverture forestière nationale | 12% (2015) | 16%% | ISTEEBU   OIM(DTM)/base de données humanitaires OCHA | ASNU: FAO ;OCHA; PNUD; OIM; UNHCR; PAM; UNFPA; UNW. PARTENAIRES: Min Agri & Environnement |
| 4.2- Réduction annuelle de 5% du nombre de personnes déplacées à la suite d’un désastre naturel | 143 000 (DTM Mai 2017) | 105 000 | ASNU: OCHA; PNUD; OIM; UNHCR; PAM; UNFPA; UNW; PARTENAIRES: Min Sec & Gestion catastrophes; Min Inter |
| 4.3- Proportion de la superficie des écosystèmes naturelles qui se trouvent dans les aires protégées | 44% (2016) | 60% | ASNU: PNUD; PNUD; OIM; UNHCR; PAM; UNFPA; UNW; PARTENAIRES: Min Sec & Gestion catastrophes; Min Inter |
| **Produit 4.1: Les autorités nationales et décentralisées disposent des compétences techniques renforcées pour une meilleure gestion des risques et catastrophes** | 4.1.1- Nombre de provinces ayant un plan local de réduction des risques de catastrophe | 10 (2017) | 18 | Rapport de la Plateforme nationale de Gestion des Risques et Catastrophes (PNGRC) | ASNU: PNUD; FAO, FIDA, UNICEF, PAM, HCR, OIM, UNFPA, OCHA |
| 4.1.2- % de communes /provinces ayant des plans de préparation et de réponse aux risques de catastrophes tenant compte du genre | 16% (2017) | 40% |
| 4.1.3- Nombre de communes couvertes par un système performant d’alerte précoce aux risques de catastrophes | 0 (2017) | 10 |
| **Produit 4.2: Les communautés dans les zones les plus exposées ont accès à des techniques et outils innovants pour une résilience communautaire plus accrue** | 4.2.1- Proportion de la population dans les zones à risque ayant adopté les techniques et outils d’adaptation et mitigation des effets de risques de catastrophes | 0% (2017) | 1% | ISTEEBU; PNGRC | ASNU: PNUD; OIM PARTENAIRES: Mini Agri et enviro, Mini Sante, Mini sécurité |
| 4.2.2- Nombre de plateformes communales /provinciales de gestion des risques de catastrophes opérationnels. | Province : 10 Commune : 20. (2017) | Province : 18 Commune : 49 |
| 4.2.3- Disponibilité d’une base de données à jour sur les risques de catastrophes | NON (2017) | OUI |
| **Produit 4.3: Les communautés particulièrement les plus vulnérables accèdent aux sources d’énergie propres et renouvelables** | 4.3.1- Proportion de ménages ayant accès à une source d’énergie alternative/propre | 44,5% (2014) | 46% | ISTEEBU | ASNU: PNUD; OIM FAO, FIDA, UNICEF; PARTENAIRES: Min Energie |
| 4.3.2- Proportion de centres de sante ayant accès à une source d’énergie | 19% (2017) | 30% | SNIS | ASNU: UNICEF; OIM OMS; PARTENAIRES: Min Education; MSPLS |
| 4.3.3- % d’écoles ayant accès à une source d’énergie | 19,81% (2018) | 25% | SIGE | ASNU: UNICEF; UNESCO; PARTENAIRES: Min Education |
| **Produit 4.4: Les communautés disposent des outils et techniques de gestion durable des ressources naturelles et d’adaptation au changement y compris les TIC** | 4.4.1- Proportion de personnes ayant des capacités techniques renforcées sur le système d’alerte précoce | 0,024% (2017) | 1% | Rapport PNUD | ASNU: PNUD; OIM FAO; FIDA; OCHA PARTENAIRES: Min Agri & Environnement; Min Sec |
| 4.4.2- % de cas d’interventions/ assistance intervenu dans les délais | 0% (2017) | 50% |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Priorité nationale : Vision 2025 ; rapport de priorisation des ODD; Plan National de Développement 2018-2027** | | | | | |
| **Objectifs de Développement Durable: 11 - 13 - 15** | | | | | |
| **Cadre Budgétaire Commun** | | | | | |
| **Budget indicatif du Pilier PLANETE 2019-2023 (RESILIENCE DES COMMUNAUTES)** | | | | | |
| **BUDGET TOTAL (Million USD)** | | **Ressources Régulières**  **(Million USD)** | | **Ressources à Mobiliser**  **(Million USD)** | |
|  | |  | |  | |
| **EFFETS / PRODUITS** | **Indicateurs Effets/ Produits** | **Base** | **Cible** | **Moyen de Verification/ Source** | **SNU & Partenaires** |
| **Effet 5: D’ici 2023, les hommes et les femmes en particulier les plus vulnérables accèdent équitablement aux moyens de production pour accroitre les rendements et les revenus générés par une production agro-sylvo-zootechnique innovante et respectueuse de l’environnement contribuant à leur sécurité alimentaire et nutritionnelle** | 5.1- Revenu moyen d’un ménage agricole | 774 900 Fbu (2016) | 1 200 000 Fbu | ISTEEBU; Enquêtes agricole | ASNU: FAO FIDA; PNUD; PAM; PARTENAIRES: Mini Agri |
| 5.2- % de ménages qui utilisent les techniques et pratiques agricoles modernes | 18,3% (2016) | 60%% |
| 5.3- Taux de prévalence de l'insécurité alimentaire | 23% (2016) | 7% |
| **Produit 5.1 : Le Ministère de l’Agriculture et de l’élevage dispose des capacités techniques renforcées pour garantir l’utilisation des pratiques agricoles modernes, respectueuses de l’environnement et résilientes aux changements climatiques pour une production agricole durable** | 5.1.1- Quantité d’intrants agricoles et d’élevage fournis respectant les normes de qualité | 32% (2016) | 50% | ISTEEBU; Enquêtes agricole | ASNU: FAO PARTENAIRES: Mini Agri |
| 5.1.2- Nombre de nouvelles techniques et pratiques modernes | 6 (2016) | 13 |
| 5.1.3- Quantité de productions agricoles nationales | 1 926 700 TEC (2016) | 2 890 050 TEC |
| **Produit 5.2 : Les producteurs/trices particulièrement les plus vulnérables améliorent leur pouvoir d’achat et accèdent aux intrants diversifiés et de qualité pour assurer leur sécurité alimentaire** | 5.2.1- Nombre de ménages ayant accès aux intrants de qualité et diversifiés | 46% (2016) | 75% | ISTEEBU; Enquêtes agricole | ASNU: FAO PARTENAIRES: Mini Agri |
| 5.2.2- Nombre de micro-projets d’AGR appuyés | 0 (2016) | 2500 |
| **Produit 5.3 : Les producteurs/trices et les organisations de producteurs/ coopératives ont un accès accru aux produits financiers et augmentent leurs productions et revenus** | 5.3.1- Nombre d’agro-entrepreneurs ayant reçu des produits financiers | 250 000 (2016) | 600 000 | ISTEEBU; Enquêtes agricole | ASNU: FAO ; OIM FIDA; PARTENAIRES: Mini Agri |
| 5.3.2- Nombre de producteurs/organisations ayant accès aux produits financiers adaptés | 65 000 (2016) | 250 000 |
| 5.3.3- Revenu moyen des ménages agricoles/ organisations de producteurs ayant bénéficié de produits financiers et accompagnement | 774 900 Fbu (2016) | 2 400 000 Fbu |
| **Produit 5.4 : Les organisations de producteurs/trices, coopératives ont un meilleur accès au marché** | 5.4.1- Nombre d’organisations de producteurs/ coopératives appuyées et opérationnels dans les chaines de valeurs | 55 000 (2016) | 200 000 | ISTEEBU; Enquêtes agricole | ASNU: FAO FIDA; PARTENAIRES: Mini Agri |
| 5.4.2- Nombre d’emplois crées autour des chaînes de valeur | 220 000 (2016) | 700 000 |
| 5.4.3- Nombre d’infrastructures agricoles adéquates accessibles aux producteurs/organisations agricoles | 450 (2016) | 1 000 |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Priorité nationale : Vision 2025 ; rapport de priorisation des ODD; Plan National de Développement 2018-2027** | | | | | |
| **Objectifs de Développement Durable: 5 - 16 - 17** | | | | | |
| **Cadre Budgétaire Commun** | | | | | |
| **Budget indicatif du Pilier PAIX 2019-2023 (PAIX – GOUVERNANCE & ETAT DE DROIT)** | | | | | |
| **BUDGET TOTAL (Million USD)** | | **Ressources Régulières**  **(Million USD)** | | **Ressources à Mobiliser**  **(Million USD)** | |
|  | |  | |  | |
| **EFFETS / PRODUITS** | **Indicateurs Effets / Produits** | **Base** | **Cible** | **Moyen de Verification/ Source** | **SNU & Partenaires** |
| **Effet 6: D’ici 2023, les femmes et les hommes, de tout âge et particulièrement les groupes vulnérables utilisent équitablement les services d’institutions qui garantissent la recevabilité, la paix, l’égalité du genre, la justice, et le respect des droits de l’homme de manière efficace, indépendante et transparente** | 6.1- Proportion d’enfants de moins de cinq ans possédant un acte de naissance | 66,2% (2016- 2017) | AD | EDSB-III | ASNU: UNICEF; PNUD ; HCDH; UNESCO; UNW ; UNFPA; PAM; FAO; FIDA ; OIM |
| 6.2- Indice de la perception de la corruption | 2,4 (2016) | AD | Statistiques sectorielles du Mini justice | ASNU: PNUD; UNICEF |
| 6.3- Taux d’occupation des prisons | 186,8% (2014) | 120% |
| **Produit 6.1 : Les communautés en particulier les plus vulnérables accèdent de manière équitable aux services administratifs de proximité** | 6.1.1- Proportion de personnes informées de leurs droits | 0,14% (2017) | 5% | Statistiques sectorielles du Mini Just | ASNU: PNUD; HCDH; UNESCO; UNW ; OIM |
| 6.1.2- Proportion de personnes ayant bénéficié de l’offre des services administratifs conformément aux standards internationaux | 35,5% (2017) | 50% | Statistiques du Mini Fonction Publique |
| **Produit 6.2 : Les acteurs locaux (organisations communautaires, administrations décentralisées, organisations de la société civile) ont de meilleures capacités pour favoriser le dialogue inclusif, la prévention et le règlement pacifique des conflits en vue de la résilience communautaire et de la cohésion sociale** | 6.2.1- Nombre de provinces ayant un cadre de dialogue fonctionnel pour la paix et la résilience | 18 (2017) | 18 | Statistiques Mini intérieur | ASNU: PNUD; UNESCO; UNW PARTENAIRES: Min Inter; |
| 6.2.2- % de cas de conflits réglés dans le cadre de dialogue/médiation mis en place dans les provinces/communes par an | 0% (2017) | 10% | ASNU: UNW; UNESCO; OIM PARTENAIRES: Min Inter; |
| 6.2.3- Pourcentage de femmes qui pilotent le cadre de dialogue au niveau provincial et communal | 0% (2016) | 10% |
| **Produit 6.3 : Les communes disposent de capacités renforcées en matière de planification, de mobilisation des ressources et de gestion/gouvernance inclusive** | 6.3.1- Proportion de communes ayant le budget communal audité annuellement | 0% (2017) | 16% | Rapport Ministère de la Décentralisation | ASNU: PNUD; UNICEF; UNFPA; PAM; FAO; FIDA; OIM. PARTENAIRES: Min Inter; Min Décent |
| 6.3.2- Part du budget d’investissement dans le budget total exécuté par commune | 500 000 000 Fbu (2017) | 500 000 000 Fbu |
| 6.3.3- Nombre de communes disposant d’un PCDC participatif et inclusif prenant en compte les besoins spécifiques des groupes vulnérables | 0 (2017) | 20% |
| **Produit 6.4 : Les institutions judiciaires, les organes de contrôle et les organisations de la société civile, disposent de meilleures capacités de promouvoir la redevabilité et la lutte contre l’impunité** | 6.4.1- % de personnes de provinces d’intervention ayant accès à la justice, ventilé par sexe et groupes marginalisés | 0,14% (2016) | 10% | Rapport Ministère de la Justice | ASNU: PNUD, UNW, OIM |
| 6.4.2- Proportion de cas de VBG recevant un jugement dans le système de justice | 43,5% (2016) | 70% |
| 6.4.3- Délai moyen de traitement des dossiers (pénale, VBG et pour le mineur) par type de juridiction | 1 à 6 mois (2016) | 1 à 4 mois |

**Annexe 3- Schémas des Théories de Changement par Pilier**

****

****

****

****

1. UNDG : « Orientations relatives au Plan-Cadre des Nations Unies pour l’Aide au Développement », 2017 [↑](#footnote-ref-1)
2. UN Secretary-General-designate António Guterres’ remarks to the General Assembly on taking the oath of office, 12 December 2016 [↑](#footnote-ref-2)
3. Groupe des Nations Unies pour l’Evaluation, UNEG : « Normes et règles d’évaluation ». New York, 2016  [↑](#footnote-ref-3)
4. Le décret 100/027 du 18 mars 2018 du Président de la République convoque le corps électoral pour le 17 mai 2018. [↑](#footnote-ref-4)
5. Les élections communales, législatives et présidentielle sont prévues pour se tenir en 2020. [↑](#footnote-ref-5)
6. PNUD, *Rapport sur le développement humain 2016*, voir http://hdr.undp.org/sites/default/files/HDR2016\_FR\_Overview\_Web.pdf [↑](#footnote-ref-6)
7. The Economist Intelligence Unit, (2017), *Global Food Security Index*, disponible en anglais: http://foodsecurityindex.eiu.com/Index [↑](#footnote-ref-7)
8. Fondation Mo Ibrahim, Indice Ibrahim de la Gouvernance en Afrique, *Rapport annuel (2017*), p. 16, disponible: <http://s.mo.ibrahim.foundation/u/2017/11/21132849/2017-IIAG-Report-FR.pdf> [↑](#footnote-ref-8)
9. World Bank Group (2018), *Doing Business*, p. 4; disponible en anglais:, http://francais.doingbusiness.org/~/media/WBG/DoingBusiness/Documents/Annual-Reports/English/DB2018-Full-Report.pdf [↑](#footnote-ref-9)
10. *Indice de Perception de la Corruption 2017*, disponible en anglais: https://www.transparency.org/news/feature/corruption\_perceptions\_index\_2017#table [↑](#footnote-ref-10)
11. ISTEEBU, *Projections Démographiques 2010-2050, niveau national et provincial*, p. 39. (2017) [↑](#footnote-ref-11)
12. Projections démographiques de l’ISTEEBU, qui l’estimait à 2,6 % en 2015. [↑](#footnote-ref-12)
13. ISTEEBU (2017) *Projections Démographiques 2010-2050, niveau national et provincial*, p. 19. [↑](#footnote-ref-13)
14. Programme des Nations Unies pour le Développement, (2016) *Rapport sur le développement humain 2016*, p. 28, disponible: <http://hdr.undp.org/sites/default/files/HDR2016_FR_Overview_Web.pdf> [↑](#footnote-ref-14)
15. Ministère des Droits de la personne humaine, de la solidarité et du genre, *Plan d’Action 2017-2021 de mise en œuvre de la politique nationale genre 2012-2025* [↑](#footnote-ref-15)
16. ISTEEBU, *EDSB III 2016/ 2017* [↑](#footnote-ref-16)
17. Ibid [↑](#footnote-ref-17)
18. Ibid [↑](#footnote-ref-18)
19. Ministère de l’Energie et des Mines, *Etude Diagnostique du secteur de l’Energie dans le cadre de l’initiative du SG de l’ONU pour l’Energie durable (SE4All*), 2013 [↑](#footnote-ref-19)
20. Ministère des Droits de la personne humaine, de la solidarité et du genre, *Plan d’Actions de la mise en œuvre de la politique nationale Genre 2017 2021,* 2016 [↑](#footnote-ref-20)
21. Organisation Internationale pour les Migrations - OIM (2018), <https://displacement.iom.int/burundi> [↑](#footnote-ref-21)
22. Le ministère à la Présidence chargé de la Bonne gouvernance et du Plan, *Rapport de priorisation et contextualisation des cibles des Objectifs de Développement Durable au Burundi*, 2017. [↑](#footnote-ref-22)
23. Ibid, p. 16. [↑](#footnote-ref-23)
24. Ministère de la Planification du Développement et de la Perspective, Rapport *National sur les OMD* 2015. [↑](#footnote-ref-24)
25. UNDG,  *Principes de programmation de l'UNDAF* ,2017 [↑](#footnote-ref-25)
26. Ministère l'Education, de l'enseignement supérieur et de la recherche Scientifique, *Annuaire statistique scolaire*, 2015-2016. [↑](#footnote-ref-26)
27. ISTEEBU, *EDSB III 2016/* 2017 [↑](#footnote-ref-27)
28. Ibid [↑](#footnote-ref-28)
29. ISTEEBU, *EDSB III 2016/* 2017 [↑](#footnote-ref-29)
30. MSLS, *Etude Fistules Obstétricales au Burundi*, 2013 [↑](#footnote-ref-30)
31. ISTEEBU, *EDSB III 2016/* 2017 [↑](#footnote-ref-31)
32. Ibid. [↑](#footnote-ref-32)
33. MSPLS, *RHCS Survey*, 2017 : En 2017, 37,9% des établissements de santé ont connu des ruptures de stock en matière de contraceptifs ; [↑](#footnote-ref-33)
34. ISTEEBU, *EDSB III 2016/* 2017 [↑](#footnote-ref-34)
35. ISTEEBU, *EDSB III 2016/* 2017 [↑](#footnote-ref-35)
36. Ibid [↑](#footnote-ref-36)
37. Ibid [↑](#footnote-ref-37)
38. Ibid [↑](#footnote-ref-38)
39. Calcul fait à partir des données de la Loi des Finances 2018 du Burundi [↑](#footnote-ref-39)
40. ISTEEBU, *EDSB III 2016/* 2017, pages 54-55 [↑](#footnote-ref-40)
41. ISTEEBU, *EDSB III 2016/* 2017; Pages 54-55 [↑](#footnote-ref-41)
42. Ministère de l’Agriculture et de l’Elevage, Stratégie Agricole Nationale 2016-2025 [↑](#footnote-ref-42)
43. Ministère de l’Energie et des Mines, *Etude Diagnostique du secteur de l’Energie dans le cadre de l’initiative du SG de l’ONU pour l’Energie durable (SE4All*), 2013 [↑](#footnote-ref-43)
44. Ministère des Droits de la personne humaine, de la solidarité et du genre, *Plan d’Actions de la mise en œuvre de la politique nationale Genre* 2017 2021, 2016 [↑](#footnote-ref-44)
45. Présidence de la République du Burundi, Loi n°1/18 du 15 Mai 2014 portant création, mandat, composition, organisation et fonctionnement de la Commission Vérité et Réconciliation. [↑](#footnote-ref-45)
46. Deuxième Vice-Présidence de la République du Burundi : Bilan de Mise en Œuvre du CSLP-II , Décembre 2016. [↑](#footnote-ref-46)